

La paix mise en échec
au **Soudan du Sud**
Page C 7



Le chômage recule encore
aux **États-Unis**, mais les
salaires stagnent Page C 3

ÉCONOMIE

CAHIER C • LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 MARS 2015

La France s'inquiète de la baisse des investissements du Canada

MIKE BLANCHFIELD
à Ottawa

En poste depuis peu, le nouvel ambassadeur français au pays dit constater une baisse du niveau d'investissement canadien en Europe, une tendance inquiétante, qui, selon lui, doit rapidement être inversée.

Une des priorités de Nicolas Chapuis, qui est arrivé à Ottawa le mois dernier, consistera ainsi à attirer les investissements des entreprises canadiennes, qui ont régressé en France et dans le reste de l'Europe ou cours des dernières années.

Au cours d'une entrevue avec La Presse canadienne, M. Chapuis a estimé que les compagnies avaient délaissé l'Europe pour se tourner vers l'Inde, la Chine et l'Amérique latine, ajoutant que cela devait changer. Selon l'ambassadeur français, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (UE), qui doit être ratifié, devrait offrir de nouvelles occasions d'affaires aux sociétés canadiennes, surtout dans le secteur des énergies renouvelables.

M. Chapuis a également tenté d'apaiser les craintes quant à la possibilité que les préoccupations de la France et de l'Allemagne à l'endroit de cet accord puissent faire dérailler la ratification de l'accord. Selon lui, d'importantes étapes seront franchies au cours des prochains mois, les avocats des deux parties finalisant le texte final de l'entente, ce qui devrait ensuite déboucher sur sa ratification.

En octobre 2013, lors de l'annonce d'une entente de principe sur l'accord de libre-échange, l'UE représentait 28% des investissements étrangers du Canada.

Insistant pour dire que des occasions se présentent, l'ambassadeur français au Canada a entre autres relevé le partenariat entre la firme montréalaise SNC-Lavalin et des investisseurs chinois dans le dossier de la vente de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, dans le sud de la France. De plus, la Caisse de dépôt et placement du Québec a allongé 850 millions plus tôt cette semaine pour mettre la main sur une participation de 30% dans le réseau ferroviaire à grande vitesse Eurostar. La Société nationale des chemins de fer français contrôle 55% d'Eurostar, qui, grâce au tunnel sous la Manche, relie la Grande-Bretagne, la France ainsi que la Belgique.

M. Chapuis a estimé que les liens entre le Canada et l'Europe ainsi que la France demeureraient forts, mais que le recul des investissements pouvait avoir des conséquences. « Il y a un discours politique où l'on dit que nous sommes des amis et alliés [...] mais le lien économique se dégrade, affirme-t-il. C'est comme dans un couple où l'on dit « je t'aime, je t'aime, je t'aime » sans le prouver. »

La Presse canadienne



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Investir ou désinvestir ?

Telle est la question que se posent de plus en plus d'organisations, préoccupées par l'environnement. Mais l'industrie pétrolière contre-attaque, proposant rendement contre bonne conscience.

KARL RETTINO-PARAZELLI

Ce qui semblait être un mouvement inoffensif a pris une telle ampleur qu'il force aujourd'hui l'industrie pétrolière et gazière à contre-attaquer. Face aux campagnes de « désinvestissement » des combustibles fossiles qui ont fait leur nid dans plusieurs universités, villes et organisations à travers le monde, des entreprises du secteur énergétique passent à l'offensive en brandissant l'argument du rendement financier.

Le mois dernier, l'Independent Petroleum Association of America (IPAA), qui représente la majorité des producteurs de pétrole et de gaz des États-Unis, a dévoilé une étude visant à refroidir les ardeurs des tenants du « désinvestissement » au sein des universités américaines. Ceux-ci réclament que les institutions qu'ils interpellent retirent leurs investissements dans des entreprises polluantes pour les remplacer par d'autres.

Voilà une bien mauvaise idée, a fait valoir le

professeur à l'École de droit de l'Université de Chicago Daniel R. Fischel, dans l'étude commandée par l'IPAA. « Les coûts associés au désinvestissement sont substantiels et peuvent avoir des impacts financiers bien réels sur le rendement généré par les fonds de dotation », a-t-il expliqué au moment de rendre public le fruit de ses recherches.

M. Fischel a analysé le rendement de deux portefeuilles sur une période de 50 ans, entre 1965 et 2014 : l'un incluant des actions dans le secteur énergétique, l'autre non. Il a constaté que le « désinvestissement » s'est traduit par une réduction du rendement de 0,7% par année. En considérant la valeur totale des fonds de dotation des universités américaines (456 milliards), cette réduction se serait traduite par une diminution de la croissance annuelle de 3,2 milliards de dollars.

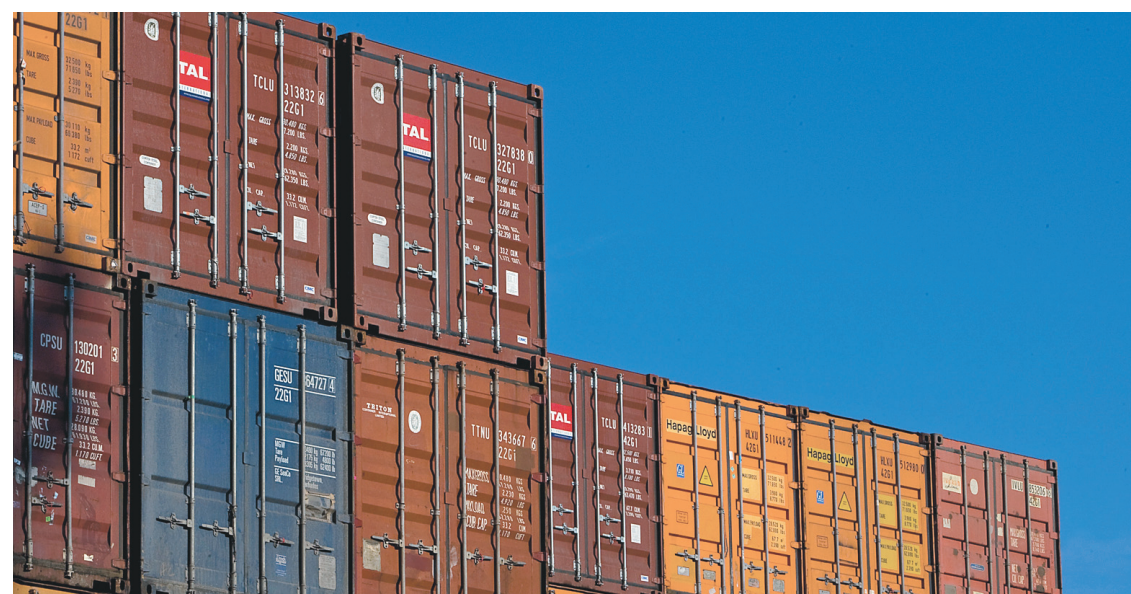
« J'ai tendance à discréditer un peu cette recherche parce qu'on regarde beaucoup trop longtemps en arrière pour tenter de prédire l'avenir, af-

firme le président-directeur général du Groupe investissement responsable, Olivier Gamache. Il y a 50 ans, les impacts environnementaux liés à l'exploitation des combustibles fossiles n'étaient pas valorisés par le marché, alors que si on se projette 50 ans plus tard, on sait que les émissions de carbone et autres impacts sont plus intégrés dans les prix et se reflètent dans le marché. »

Selon M. Gamache, le simple fait que l'industrie pétrolière et gazière américaine publie une telle étude démontre l'importance qu'elle accorde au mouvement du « désinvestissement ». « Il serait faux de croire que ce qui se déroule actuellement les surprend. Ça fait assez longtemps que ça se discute et que les mouvements émergent. Ils savent que la pression augmente. »

Le mouvement du « désinvestissement » qui s'est répandu aux États-Unis a rapidement fait son chemin de ce côté-ci de la frontière. À l'heure actuelle, des groupes répartis dans près

VOIR PAGE C 2 : INVESTIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des terminaux maritimes de Montréal deviennent québécois

La Société Terminaux Montréal Gateway, qui exploite deux des trois terminaux internationaux du port de Montréal et était détenue par une filiale de la banque américaine Morgan Stanley, vient d'être vendue à un consortium québécois.

Le montant de la transaction, annoncée vendredi, n'a pas été dévoilé, mais d'après ce qui avait été avancé en janvier par le *Wall Street Journal*, il serait d'environ 650 millions \$US.

Mené par Fiera Axiom, le consortium comprend également le Mouvement Desjardins, Manuvie, le Fonds de solidarité FTQ ainsi que l'Industrielle Alliance. Les détails concernant la

participation de chacun des membres du consortium n'ont pas été dévoilés, mais c'est Fiera Axiom qui aurait la plus importante.

Société Terminaux Montréal Gateway est le plus important opérateur de terminaux à conteneurs au port de Montréal, exploitant deux des trois terminaux internationaux du port en plus de desservir sept compagnies maritimes mondiales. En 2014, elle a assuré la manutention de 58% de tous les conteneurs manipulés au port de Montréal.

« Les partenaires [du consortium] partagent

VOIR PAGE C 2 : TERMINAUX



514.934.7440
www.equipeburdman.com
info@equipeburdman.com

BRIGITTE I. BURDMAN

Courtier Immobilier



HERITAGE
1% DES COURTIERS IMMOBILIERS AU CANADA
POUR ROYAL LEPAGE



VIEUX-MONTRÉAL | SUPERBE LOCAL COMMERCIAL | 34 ST-PAUL O. # A D | MLS 21733228 | 895 000 \$

VOIR PAGE C 10

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

L'inexplicable retard de l'autre moitié

ÉRIC DESROSIERS



Nos économies continuent d'avoir du mal à reconnaître à sa juste valeur le travail de la moitié de leur main-d'œuvre. On connaît certaines causes de la persistance d'un retard salarial des femmes sur les hommes, mais une grande partie du problème reste difficile à expliquer.

Il y a deux semaines, Patricia Arquette a détourné pendant un instant l'attention d'Hollywood et de ses fans de questions fondamentales, comme qui portait la plus belle robe et qui devrait poursuivre son chirurgien plastique, en profitant de son Oscar de la meilleure actrice de soutien pour rappeler qu'encore aujourd'hui, aux États-Unis, pour chaque dollar versé en salaire aux travailleurs masculins, leurs consœurs ne reçoivent que 77 ¢.

La bonne nouvelle est que l'écart s'est quand même beaucoup réduit au fil des ans dans les économies développées, et plus encore au Québec. Le salaire horaire moyen des travailleuses à temps plein était encore d'environ 20% inférieur à celui des hommes au début des années 80 au Québec. Ce retard aujourd'hui n'est plus

que de 10%, soit un tout petit peu mieux que la moyenne canadienne, d'environ 13%. Ce progrès au Québec est d'autant plus remarquable qu'il s'est fait en même temps qu'une entrée en masse des femmes sur le marché du travail, le taux d'activité des 25-54 ans ayant bondi en 40 ans de 41% à 85%.

Ce qu'il y a de désolant, c'est qu'on aurait pu s'attendre à ce que cet écart soit effacé, voire renversé, comme le taux de scolarisation des filles est maintenant supérieur à celui des garçons. Ces moyennes cachent, de plus, de grandes différences entre les domaines professionnels, rappelait l'an dernier une analyse de l'Institut de la statistique du Québec. D'un côté, il y a des métiers comme le travail de bureau en finance et en administration (un retard de 2%), l'enseignement au collégial (0%) et le transport et la conduite d'équipement lourd (2% de plus) qui ont virtuellement éradiqué le problème, et de l'autre, des domaines comme le travail de manœuvre d'utilité publique (retard de 26%), les professions propres au secteur primaire (retard de 31%) et les fonctions de cadres supérieurs (retard de 34%) qui en sont encore à des années-lumière.

Les causes mesurables

L'explication souvent évoquée est que les femmes tendent à être surreprésentées dans des secteurs de formation et des professions relativement moins bien payés que les autres, comme l'enseignement, la santé et les services sociaux, le travail de bureau et l'administration, ou encore la vente et les services.

Mais cela n'explique pas tout puisque les femmes qui s'aventurent dans des professions largement masculines accusent souvent aussi un retard salarial, qui peut s'élever, par exemple, à 15% pour les professeurs d'université et à 25% chez les juges, les avocats et les notaires.

Un autre facteur en cause est ce qu'on appelle la « pénalité du bébé ». C'est le prix qu'une travailleuse va payer si elle met sa carrière entre parenthèses le temps que son enfant puisse aller à l'école, mais aussi pour toutes ces heures de travail perdues lorsqu'il faut rentrer en vitesse à la maison pour soigner un petit malade ou simplement pour préparer le souper et s'occuper des devoirs. Un prix que les hommes ne semblent pas devoir payer malgré les progrès en matière de partage des tâches.

Dans les pays de l'OCDE, les travailleuses de 25 à 44 ans accusent un retard salarial trois fois plus grand lorsqu'elles ont un enfant, et quatre fois plus grand au Canada. On peut avancer, sans risque, que la mise en place d'un programme public de garderies a contribué à réduire ce problème au Québec.

La partie inexplicable du problème

Le retard salarial des femmes compte aussi d'autres facteurs explicatifs connus et mesurés, comme l'absence de syndicat, le travail à temps partiel et le fait de rester longtemps chez le même employeur.

Longtemps dominants, tous ces phénomènes permettent au mieux aujourd'hui d'expliquer moins de la moitié des écarts sala-

riaux restant entre les hommes et les femmes au Québec, soulignait en 2013 l'experte Carole Vincent dans une synthèse de la recherche sur la question.

Selon des chercheurs, la « pénalité du bébé » doit être définie de façon plus large. Il faudrait aussi l'étendre à la plus grande difficulté de la plupart des mères de travailler de longues heures selon un horaire rigide. Que cela soit formellement exigé par l'employeur ou non, cela finit presque toujours par être récompensé par un meilleur salaire et de meilleures chances de promotion.

Là où les femmes sont moins présentes — qu'il s'agisse de domaines professionnels ou de niveaux hiérarchiques —, on se plaint souvent aussi de l'absence de réseaux de contacts et de mentors qui les aideraient à comprendre le milieu et à y gravir les échelons.

Des facteurs psychologiques seraient aussi en cause. Les hommes seraient plus compétitifs, seraient plus portés à se mettre personnellement en valeur et rechercheraient plus la reconnaissance par le salaire et l'ascension hiérarchique. Les femmes seraient plus portées à écouter les autres, à valoriser l'approche collective ainsi que le sentiment de service et de réalisation de soi, autant de qualités précieuses pour un employeur, mais plus rarement reconnues et récompensées à leur juste valeur.

Et puis, disons-le, les femmes ont probablement encore affaire à de la méfiance, à des préjugés et à de la discrimination toute bête en dépit des discours et des lois sur l'équité salariale.

MARCHÉS BOURSISERS

TORONTO

S&P TSX

14 952,50

-150,61
-1,0%

New York

S&P 500

2071,26

-29,78
-1,4%

NASDAQ

4927,37

-55,44
-1,1%

DOW JONES

17 856,85

-278,87
-1,5%

PÉTROLE

49,61

-1,15 \$US
-2,3%

OR

1164,30

-31,90 \$US
-2,7%

DOLLAR CANADIEN

79,30

-0,66 \$US
-0,8%

1\$US = 1,2610\$

73,09

+0,59 EURO

1 EURO = 1,3681

Titre	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	---------------	--------------	-------	---------	-----------	---------------	--------------

LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
S&P TSX	SPTT14952.50	14 952,50	-1,00	230717
S&P TX20	TX20	578,36	-11,74	1 199
S&P TX60	TX60	874,51	-8,27	9 944
S&P TX60 Cap.	TX6C	967,03	-9,14	10 313
Cons. de base	TTCS	445,50	-7,27	1 661
Cons. discrét.	TTCD	179,99	-1,40	77
Énergie	TTEN	218,57	-2,81	1 272
Finance	TTFS	246,80	0,48	1 199
Aurifère	TTGD	160,73	-11,10	6 416
Santé	TTHC	125,24	-1,86	1 446
Tech. de l'info	TTTK	53,07	-0,36	6 429
Industrie	TTIN	192,65	-2,19	1 112
Matériaux	TTMT	227,96	-8,08	3 427
Immobilier	TTRE	291,85	-5,86	1 977
Télécoms	TTTS	126,08	-1,00	7 512
Sev. collect.	TTUT	233,26	-3,58	1 517
Métaux/minerals	TTMN	681,69	-12,54	1 811

TSX CROISSANCE

Indice	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
TSX Venture	JX	688,79	-8,13	1 117

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
Alim. Couche-Tard	ATD.B	46,65	-0,74	1 556
Canadian-Tire	CTC.A	126,08	-2,43	1 889
Cogeco	CCA	71,95	-0,50	6 699
Corus	CJR.B	21,93	0,30	1 339
Groupe TVA	TVA.B	5,60	-0,09	1 558
Jean Coutu	PJCA	26,57	-0,02	0 008
Loblav	L	61,52	-0,74	1 119
Magna	MG	133,85	-0,10	0 007
Metro	MRU	34,50	-0,42	1 220
Quebecor	QBR.B	32,91	-0,01	0 003
Rona	RON	15,66	0,31	2 022
Saputo	SAP	36,05	-0,94	2 554
Shaw	SJR.B	28,93	-0,05	0 017
Shoppers Drug Mart	SC	60,83	0,00	0 000
Tim Hortons	THI	99,00	0,00	0 000
Transat A.T.	TRZ.B	6,75	-0,25	3 579
Yellow Media	Y	15,98	-0,34	2 008

ÉNERGIE

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
Cameco	CCO	18,56	-0,45	2 377
Canadian Natural	CNQ	37,47	-1,17	3 033
Canadian Oil Sands	COS	10,49	-0,21	1 996
Enbridge	ENB	59,05	0,98	1 699
EnCana	ECA	14,66	-0,05	0 344
Enbridge	ERF	12,85	-0,08	0 625
Pengrowth Energy	PGF	3,86	-0,11	2 777
Pétrolière Impériale	IMO	47,00	-0,42	0 889
Suncor Energy	SU	36,91	-0,20	0 554
Talisman Energy	TLM	9,73	0,04	0 441
TransCanada	TRP	54,85	-0,76	1 377
Valent	VNR	17,27	-0,23	1 311

FINANCIÈRES

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
B. CIBC	CM	94,44	0,59	0 633
B. de Montréal	BMO	76,06	-0,24	0 311
B. Laurentienne	LB	48,42	-0,33	0 688
B. Nationale	NA	47,49	-0,08	0 177
B. Royale	RY	77,16	0,06	0 008
B. Scotia	BNS	64,63	-0,55	0 884
B. TD	TD	54,30	0,18	0 333
Brookfield Asset	BAM.A	68,36	-0,26	0 338
Cominar Real	CUF.UN	18,85	-0,44	2 228
Corp. Fin. Power	PWF	36,60	-0,16	0 444
Fin. Manuvie	MFC	21,73	0,46	2 116
Fin. Sun Life	SLF	39,65	0,40	1 022
Great-West Lifeco	GWO	35,09	0,27	0 783
Industrielle All.	IAG	42,21	0,27	0 644
Power Corporation	POW	32,87	-0,63	1 888
TMX	X	52,57	0,23	0 444

INDUSTRIELLES

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
Air Canada	AC.B	9,30	0,00	0 000
Bombardier	BBD.B	2,33	-0,02	0 885
CAE	CAE	14,58	-0,17	1 115
Canadian Pacific	CP	237,00	-5,41	2 223
Chemin de fer CN	CNR	85,66	-0,74	0 886
SNC-Lavalin	SNC	36,69	-0,28	0 776
Transcontinental	TCLA	16,60	-0,31	1 883
TransForce	TFI	30,34	0,09	0 300

ENTREPRISES DE MATÉRIAU

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
Agrium	AGU	139,12	-0,53	0 338
Barrick Gold	ABX	14,26	-0,97	6 377
Goldcorp	G	24,02	-1,86	7 119
Kinross Gold	K	3,15	-0,29	8 433
Mines Agnico-Eagle	AEM	36,13	-3,04	7 776
Potash	POT	42,72	-0,30	0 770
Teck Resources	TCK.B	18,12	-0,66	3 511

SERVICES PUBLICS

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
Fortis	FTS	38,70	-1,13	2 884
TransAlta	TA	11,65	0,29	2 555

TECHNOLOGIE

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
BlackBerry	BB	13,44	-0,17	1 225
CGI	GIB.A	52,91	-0,32	0 600

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
BCE	BCE	54,24	-0,86	1 556
Bell Aliant	BA	31,66	0,00	0 000
Rogers	RCL.B	43,70	0,09	0 221
Telus	T	43,43	-0,37	0 884

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

Fond	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
iShares DEX	XBB	32,03	-0,17	0 533
iShares MSCI	XEM	27,85	-0,26	0 921
iShares MSCI EMU	EZU	38,00	-0,66	1 771
iShares S&P 500	XSP	23,90	-0,37	1 522
iShares S&P/TSX	XIC	23,73	-0,27	1 133

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
HB NYMEX CL BULL	HOU	8,41	-0,42	4 776
MANULIFE FINANCIAL	MFC	21,73	0,46	2 116
ENCANA CORP	ECA	14,66	-0,05	0 344
FIRST QUANTUM	FM	15,05	-0,32	2 008
iShares S&P TSX 60	XIU	22,10	-0,21	0 949
HB NYMEX CL BEAR	HOD	11,34	0,51	4 771
GOLDCORP INC	G	24,02	-1,86	7 119
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	18,56	1,13	6 428
BARRICK GOLD CORP	ABX	14,26	-0,97	6 377
TORONTO DOMINION	TD	54,30	0,18	0 333

LES GAGNANTS EN %

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
HORIZONS BETA	HGD	12,10	1,42	13 300
HORIZONS BETAPRO	HVU	10,30	0,84	8 888
CALLIDUS CAPITAL	CBL	16,50	1,08	7 000
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	18,56	1,13	6 428
HORIZONS BETAPRO	HZD	10,22	0,55	5 699
DOMTAR CORP	UFS	57,32	2,71	4 966
PARAMOUNT RES LTD	POU	32,69	1,49	4 778
HB NYMEX CL BEAR	HOD	11,34	0,51	4 771
DESCARTES SYSTEMS	DSG	19,09	0,56	3 022
HB S&P 500 BEAR	HSD	9,65	0,27	2 888

LES PERDANTS EN %

Entreprise	Symbole	Fermature	Variation (%)	Volume (000)
S&P TSX GLOBAL	HGU	5,87	-0,91	13 422
ALGOONQUIN POWER & AEM	AQ	9,34	-0,93	9 006
AGNICO EAGLE MINES	AEM	36,13	-3,04	7 776
CENTERRA GOLD INC	CG	5,67	-0,46	7 500
DETOUR GOLD CORP	DGC	10,22	-0,80	7 266
GOLDCORP INC	G	24,02	-1,86	7 119
iShares S&P TSX	XGD	10,02	-0,70	6 533
DREAM UNLIMITED	DRM	9,35	-0,64	6 411
BARRICK GOLD CORP	ABX	14,26	-0,97	6 377
PURE TECHNOLOGIES	PUR	8,00	-0,49	5 777

LES GAGNANTS EN \$

Entreprise	Symbole</
------------	-----------

ÉCONOMIE

ENCHÈRES DU SPECTRE SANS FIL

Telus et Bell ont été les plus importants acheteurs

Vidéotron et Wind Mobile restent de petits joueurs malgré des achats de 56,4 et 31,8 millions

DAVID FRIEND
à Toronto

Wind Mobile a franchi une autre étape dans sa quête visant à devenir le quatrième joueur à l'échelle nationale dans le secteur du sans-fil en acquérant du spectre en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique dans le cadre des enchères du gouvernement fédéral.

Le processus a permis à Wind Mobile ainsi qu'à d'autres fournisseurs régionaux de mettre la main sur du spectre des services sans fil évolués (SSFE-3), une technologie cruciale afin de soutenir la concurrence au sein de ce secteur, d'après Industrie Canada. Le spectre SSFE-3 est reconnu pour offrir de la rapidité aux appareils sans fil, tels les téléphones intelligents et les tablettes.

Le ministre de l'Industrie, James Moore, a indiqué vendredi que la plus récente enchère avait permis au gouvernement fédéral de récolter 2,1 milliards. Selon lui, ce processus per-

mettra à chacun des fournisseurs d'améliorer leur service, même si elle ne permet pas à Wind Mobile d'accéder à de nouveaux territoires au Canada.

Néanmoins, cette initiative d'Ottawa ne se traduira pas par l'arrivée prochaine d'un quatrième fournisseur à l'échelle nationale et ne devrait pas avoir d'impact immédiat pour les consommateurs. «La dynamique du marché ne devrait pas changer», a observé Maher Yaghi, de Desjardins Marchés des capitaux, au cours d'une entrevue. «Il y a un quatrième joueur dans la plupart des marchés, mais il ne s'agit pas d'un concurrent national», a ajouté l'analyste. Ces fournisseurs ne peuvent pas être aussi concurrentiels.

Wind Mobile compte environ 750 000 clients répartis en Ontario, en Alberta ainsi qu'en Colombie-Britannique. L'entreprise n'a jamais caché ses ambitions quant à une éventuelle expansion pan-canadienne dans le secteur du sans-fil.

Le gouvernement fédéral souhaite l'arrivée d'un quatrième joueur à l'échelle nationale pour

concurrer Rogers, Bell et Telus — qui contrôlent près de 90% du secteur canadien des services sans fil.

Si Wind Mobile n'a pas rencontré les difficultés financières ayant incité Mobilicity et Public Mobile à se protéger de leurs créanciers, elle ne détient qu'une petite part du marché au Canada. Au total, Wind Mobile a obtenu trois licences — pour un montant de 56,4 millions — dans un territoire qui couvre 18,1 millions de personnes dans trois provinces.

Vidéotron

De son côté, Vidéotron — qui a également des ambitions d'expansion dans le reste du pays — a vu quatre de ses soumissions être retenues, pour un total de 31,8 millions. La filiale du conglomérat Québecor a fait savoir qu'elle pouvait offrir une couverture à 100% de la population québécoise en plus de celle de la région d'Ottawa. «L'acquisition de ces fréquences vient assurer la pérennité de notre offre de ser-

vices», a souligné le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Dion. Ces fréquences sont idéales pour continuer à déployer une offre de services sans fil.

C'est Telus qui a acquis la plus grande part du spectre SSFE-3 avec 15 licences, au coût de 1,5 milliard, pour desservir plus de 30 millions de personnes dans six provinces, dont le Québec. De son côté, Bell Mobilité a allongé 500 millions pour 13 licences.

Les autres fournisseurs qui ont acheté une portion du spectre rendu disponible sont Wind-Mobile et Eastlink.

Très active lors des enchères du spectre de la bande 700 mégahertz l'an dernier, Rogers Communications n'a rien remporté cette fois-ci. Une porte-parole a indiqué que l'entreprise avait obtenu ce qu'elle voulait l'an dernier.

Des enchères de la bande de 2500 MHz doivent également débuter le 14 avril.

La Presse canadienne



À New York, une femme passe devant une murale. Le taux de chômage aux États-Unis est tombé à son plus bas niveau depuis le début de la crise, en 2008.

Le chômage recule encore aux États-Unis

Mais les salaires continuent de stagner

VIRGINIE MONTET
à Washington

Le chômage a continué de baisser en février aux États-Unis, tombant à son plus bas niveau depuis près de sept ans, ce qui montre la bonne santé de l'économie américaine mais relance le débat sur une hausse prochaine des taux de la Banque centrale.

Le taux de chômage a glissé en février à 5,5%, perdant deux dixième de points par rapport à janvier et battant les attentes des analystes qui misaient sur 5,6%.

Ce recul du chômage à un nouveau plus bas niveau depuis la crise financière (mai 2008) s'est réalisé grâce à des créations dynamiques d'emplois. En dépit du mauvais temps, des grèves sur les ports de la côte ouest et dans des raffineries de pétrole, l'économie américaine a généré 295 000 nouveaux emplois, dépassant largement la prévision médiane des analystes. «C'est vraiment un rapport fort!», résumait Ian Shepherdson, économiste de Pantheon Macroeconomics.

Les créations d'emploi du mois précédent ont toutefois été révisées en baisse de 18 000 à 239 000.

La baisse du taux de chômage a été aussi aidée par un nouveau léger recul de la participation au marché du travail passée à 62,8% (-0,1 point), ce

qui représente 178 000 personnes de moins employées ou en recherche active d'emplois. Pour des raisons de pyramide des âges, de manque de formation ou de découragement vis-à-vis de la recherche d'emploi, la participation au marché du travail a décliné aux États-Unis depuis la crise de 2008 et est au plus bas depuis plus de 30 ans.

Reste que le taux de chômage est «désormais sur une tendance où il perd un point de pourcentage par an», souligne Jim O'Sullivan de HFE. À 5,5%, le taux de sans-emploi s'approche du taux de chômage «naturel» que la Fed estime entre 5,2% et 5,5%.

Rare ombre au tableau, l'augmentation des salaires n'est toujours pas au rendez-vous malgré un marché de l'emploi qui se tend et qui devrait conduire les employeurs à relever les rémunérations pour retenir les salariés. Le salaire horaire moyen n'a progressé que de 0,1% en février, reléguant la hausse sur un an à 2%, très légèrement au-dessus de l'inflation. «Mais il n'est pas raisonnable de penser qu'une hausse si timide des salaires puisse durer très longtemps», assure Ian Shepherdson.

Ces bons chiffres de l'emploi qui surviennent à 10 jours d'une réunion de la Réserve fédérale (Fed), relancent le débat sur le calendrier d'une

hausse des taux d'intérêt, la première en une décennie. «Cela accroît la pression sur la Fed pour un relèvement des taux en juin», assure Paul Dales de Capital Economics.

Dans l'immédiat, le dynamisme du marché de l'emploi pourrait conduire le Comité monétaire de la Fed (FOMC) à donner un signal aux marchés le 18 mars. Il pourrait cesser de dire dans son communiqué officiel qu'il faut rester «patient» avant une hausse des taux. «Nous sommes de ceux qui pensent que le terme "patient" va être abandonné à la prochaine réunion du FOMC et que les taux vont grimper en juin», affirme Ian Shepherdson.

Avant de s'engager dans

une normalisation de sa politique monétaire, la Fed scrute les salaires, car elle voudrait voir des signes que l'inflation est sur la pente ascendante. La banque centrale vise un objectif de 2% pour la hausse des prix à moyen terme, un niveau qu'elle estime sain pour l'économie, alors que l'inflation reste bien en-dessous du fait de la chute des prix pétroliers notamment.

Pour Sal Guatieri, senior économiste pour BMO Capital Markets, la hausse médiocre des salaires «pourrait encore donner du temps à la Fed, retardant le premier relèvement des taux d'intérêt au mois de septembre».

Agence France-Presse

Apple va intégrer le Dow Jones

New York — Le géant informatique américain Apple va faire son entrée dans le Dow Jones, l'indice vedette de la Bourse de New York qui inclut trente entreprises, a annoncé vendredi le gestionnaire de cette plateforme d'échanges, Apple, qui pesait plus de 730 milliards de dollars jeudi soir en Bourse, va y remplacer à compter du 19 mars le groupe de télécoms AT&T, entré au sein du Dow Jones en 1916, selon un

communiqué. Cette décision va augmenter le poids du secteur technologique au sein de l'indice puisque Apple rejoint Microsoft, IBM, Intel et Cisco, est-il précisé dans le document. Aujourd'hui, les valeurs technologiques comptent pour 19,2% du Dow Jones, devancées seulement par l'industrie (19,5%). La finance pèse pour 15,6%, la consommation (14,8%), la pharmacie (près de 11%) et l'énergie (6,8%). La sortie de AT&T ne laisse plus qu'un seul opérateur télécoms au sein du Dow Jones, Verizon.

Agence France-Presse

Le déficit commercial du Canada augmente à 2,5 milliards

Ottawa — Le déficit commercial de marchandises s'est accru au Canada pour atteindre 2,5 milliards en janvier, soit le plus important jamais enregistré depuis le niveau record de 2,9 milliards observé en juillet 2012.

Ces chiffres ont été annoncés vendredi, au même moment où Statistique Canada a révisé son estimation initiale pour le déficit de décembre, qui est passé de 649 millions à 1,2 milliard.

L'économiste principal de la Banque de Montréal, Benjamin Reitzes, estime que le deuxième déficit commercial le plus important jamais enregistré souligne l'impact économique négatif de la chute des prix du pétrole. «Les prix de l'énergie ont quelque peu remonté en février, donc le pire est peut-être derrière nous pour ce qui est du commerce», écrit l'économiste dans une note à ses clients. «Et, bien que les données sur le volume suggèrent que le commerce pourrait avoir un effet négatif sur le PIB au premier trimestre [quoiqu'il soit encore tôt], les fortes hausses enregistrées du côté des importations d'équipement industriel et

électronique pourraient signifier que les investissements ne seront pas aussi faibles que nous le craignons.»

Le prix du pétrole a chuté sous la barre du 46\$US le baril à la fin de janvier, mais est depuis légèrement remonté, à environ 50\$US le baril.

Statistique Canada a par ailleurs également souligné que les exportations avaient fléchi de 2,8% en janvier tandis que les importations étaient pratiquement inchangées par rapport au mois de décembre. D'après l'agence fédérale, les prix à l'exportation ont reculé de 1,5% en raison d'une diminution des prix des produits énergétiques, alors que les volumes ont fléchi de 1,3%. Les prix à l'importation ont de leur côté connu une légère hausse de 0,1% et les volumes ont reculé de 0,1%.

Les importations en provenance des États-Unis ont par ailleurs connu un léger recul de 0,1% pour s'établir à 30,5 milliards, ce qui a fait diminuer l'excédent commercial avec ce pays, qui est passé de 2,2 milliards en décembre à 1,2 milliard en janvier.

La Presse canadienne

Chute de la valeur des permis de construction

Ottawa — La valeur des permis de bâtir émis au pays a chuté de 12,9% pour s'établir à 6,1 milliards au mois de janvier, a indiqué vendredi Statistique Canada.

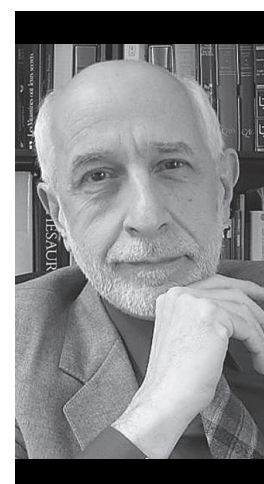
Selon l'agence, la baisse des intentions de construction d'immeubles non résidentiels en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario expliquait en grande partie le recul observé à l'échelle nationale.

La valeur des permis de construction commerciale a reculé de 8% pour s'établir à 1,3 milliard, à la suite d'une

augmentation de 15,1% enregistrée en décembre. Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a reculé de 21% pour se chiffrer à 1,5 milliard en janvier — une quatrième baisse mensuelle consécutive.

La valeur totale des permis a diminué dans huit provinces en janvier, l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario ayant enregistré les baisses les plus marquées.

La Presse canadienne



Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



ALEXANDER KLEIN AGENCE FRANCE-PRESSE

La bataille du ciel

Après les transporteurs européens, au tour des compagnies américaines de se plaindre de la concurrence venue du golfe Persique

DELPHINE TOUITOU
à Paris

Sous le feu des critiques depuis une dizaine d'années en Europe, les compagnies aériennes du Golfe sont désormais la cible des transporteurs américains qui les accusent de bénéficier de subventions d'État créant une concurrence déloyale.

American Airlines, Delta Air Lines et United Airlines ont demandé jeudi aux autorités américaines des mesures de protection pour se prémunir d'Emirates, Etihad et Qatar qui bénéficieraient de milliards de subventions de la part de leurs gouvernements de tutelle. «Des preuves rassemblées pendant une enquête de deux ans et documentées dans un rapport montrent que Qatar Airways, Etihad Airways et Emirates ont reçu 42 mil-

liards de dollars de subventions et d'aides indues de leurs gouvernements respectifs depuis 2004», ont-elles affirmé dans un communiqué commun.

Elles ont parallèlement publié un dossier de 55 pages recensant toutes ces subventions, contrairement aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce dont font partie le Qatar et les Emirats arabes unis, sièges des trois compagnies visées.

«Nous sommes favorables à la concurrence entre les transporteurs internationaux et soutenons fermement les politiques de ciel ouvert qui ont apporté de grands bénéfices à l'économie mondiale et à des millions d'Américains», a assuré Richard Anderson, p.-d.g. de Delta Air Lines. «Mais les subventions apportées par les gouvernements du Qatar et des Emirats arabes unis sapent l'es-

prit de ces accords de ciel ouvert et nuisent à la concurrence sur le marché du transport aérien international.»

Bertrand Mouly-Aigrot, spécialiste du transport aérien au cabinet de conseils Archery Strategy Consulting, souligne qu'incontestablement le modèle économique des compagnies du Golfe est particulièrement favorable. «Elles bénéficient de nombreux avantages: redevances faibles sur leur aéroport de base, avances et prêts publics avantageux, etc. Comme elles sont de très grosses clientes des avionneurs, elles acquièrent en outre les avions les plus modernes à des prix très attractifs», détaille-t-il.

«Leurs conditions d'exploitation ne sont donc en rien comparables aux conditions économiques des compagnies européennes ou américaines.» Ce que déplorent depuis long-

temps les compagnies européennes comme Air France et Lufthansa. Dès 2003, l'ancien p.-d.g. de la compagnie française, Jean-Cyril Spinetta, s'inquiétait du développement de ces transporteurs qui ont, depuis, multiplié les ouvertures de lignes dans le monde.

Le président d'Emirates, Tim Clark répète pourtant inlassablement depuis dix ans, que la compagnie de Dubaï ne reçoit ni subvention, ni faveur gouvernementale, ni accès privilégié au marché pétrolier. En 2010, à Paris, il défiait quiconque «de trouver le moindre euro de subvention au sein de sa compagnie», mettant même sa démission dans la balance.

Protectionnisme

De leur côté, Emirates, Qatar, Etihad déplorent régulièrement être victimes de mesures protectionnistes en Europe, les privant de droits de trafic supplémentaires malgré leur forte contribution à l'économie européenne.

Jeudi, quelques heures avant le communiqué des compagnies américaines, Emirates dévoilait d'ailleurs à Berlin un rapport positif sur son impact économique en Europe. «Emirates achète en France 437 millions de biens et services, dont des millésimes entiers de Dom Pérignon», a renchéri vendredi Thierry de Bailleul, directeur général France sur BFM Business.

Les compagnies européennes ont été les premières à pâtir du boom de leurs concurrentes du Golfe. Les américaines pourraient être les prochaines sur la liste. Aux États-Unis, où leur pénétration est plus faible qu'en Europe, les compagnies ont lancé une offensive de charme: ouverture de nouvelles lignes, grandes campagnes de publicité. «Et l'on sait qu'elles offrent de très bons produits, un service de qualité quand les compagnies américaines, mises au pain sec pendant des années avec des réductions de coûts drastiques, ont tout juste amorcé la remise à niveau de leur flotte et de leur produit», commente Bertrand Mouly-Aigrot. «Les compagnies américaines redoutent probablement que l'équilibre sur le réseau vers l'Asie et vers l'Europe soit bouleversé par l'arrivée massive des transporteurs du Golfe», décrypte-t-il.

«Il n'y avait pas de guerre de prix. Ce réseau est rentable pour les compagnies américaines et européennes. L'ouverture de nouvelles lignes, avec un positionnement tarifaire très attractif pour les voyageurs, pourrait dégrader des conditions de marché», conclut-il.

En signe d'apaisement, le patron d'Emirates prévoit de se rendre à Washington ce mois-ci pour discuter avec des responsables américains.

Quand même les banquiers se mettent à trouver l'herbe plus verte chez le voisin...

Aux États-Unis, les dirigeants des fonds d'investissement roulent sur l'or et font des jaloux

LUC OLINGA
à New York

Près de 2 millions de dollars par jour: c'est ce qu'a gagné en 2014 Stephen Schwarzman, 68 ans, patron du fonds d'investissement Blackstone. Au total, il a empoché 690 millions, ridiculisant les bonus des banquiers.

M. Schwarzman, qui a cofondé Blackstone en 1985, a perçu 85,9 millions en salaire, 570 millions en dividendes et 33,5 millions pour ses investissements à titre personnel dans des fonds gérés par son «bébé», selon des documents boursiers.

Lloyd Blankfein et Jamie Dimon à la tête de Goldman Sachs et de JP Morgan Chase, deux des plus admirés fleurons de Wall Street, se sont contentés de respectivement 30 millions et 20 millions.

Contacté par l'AFP, Blackstone n'a pas donné suite.

«La raison pour laquelle je gagne beaucoup plus d'argent que Lloyd, c'est parce que quand on fonde une entreprise et qu'on en prend les actions, on gagne de l'argent qu'on travaille ou qu'on ne travaille pas», s'est défendu M. Schwarzman lors d'un colloque à Manhattan.

Comme lui, les dirigeants des principaux fonds américains croulent sous l'or. A commencer par Jonathan Gray, dirigeant du fonds de Blackstone spécialisé dans l'immobilier, qui a empoché 205 millions, selon les documents boursiers. David Rubenstein, William Conway et Daniel D'Aniello, cofondateurs de Carlyle Group, ont reçu respectivement 132,3 millions, 247,7 millions et 133,8 millions. Chez KKR, Henry Kravis a empoché 219,7 millions et George Roberts 229,1 millions.

Détenteur du record avec 546 millions en 2013, Leon Black chez Apollo Global Management n'a perçu «que» 331 millions l'an dernier.

«Ce sont des chiffres affolants: pour gagner beaucoup d'argent, il faut aller travailler dans la finance alternative», réagit auprès de l'AFP Gregori Volokhine, gérant de portefeuille chez Meeschaert Capital Markets. Les sociétés de capital-investissement sont des fonds qui prennent des participations dans des entreprises, souvent non cotées, en quête de capitaux. Elles inves-

tissent dans différents types d'actifs. Depuis quelques semaines, elles rachètent ainsi les dettes de groupes énergétiques fragilisés par le plongeon des prix du pétrole.

Cartes redistribuées

La crise financière de 2008 a complètement redistribué les cartes entre ces maîtres de la finance et les banquiers. Quand les banques doivent se serrer la ceinture, renoncer à la spéculation et renforcer leurs fonds propres, les fonds profitent du renouveau des Bourses pour récolter les fruits de leurs paris dans les entreprises en difficulté pendant la débâcle.

Blackstone a par exemple secouru en 2007 la chaîne hôtelière Hilton qui croulait sous les dettes. Il l'a redressée et introduite en fanfare en Bourse six ans plus tard.

L'an dernier, ces fonds ont récolté 428 milliards en cession d'actifs, soit un bond de 30% sur un an, selon le cabinet Prequin. En Bourse, ceci se traduit par un plébiscite. La valeur du titre Blackstone a été multipliée par plus de six depuis janvier 2009, alors que l'action Goldman Sachs, considéré comme la «Rolls Royce» des banques d'investissement, n'a que doublé sa valeur.

Les sociétés de capital-investissement gagnent aussi de l'argent en gérant des fonds externes qui leur sont confiés par des investisseurs séduits par leur performance. Elles sont rémunérées au pourcentage, soit 20% des bénéfices générés.

«Le défi pour les grandes banques est désormais de pouvoir attirer et retenir les talents», dit Alan Johnson, directeur du cabinet Johnson Associates, référence dans le secteur financier en matière de rémunération. Il observe qu'il y a un exode depuis plusieurs mois des banquiers vers la finance alternative. «Quand un banquier gagne un million, son équivalent chez un fonds peut en gagner jusqu'à cinq de plus. En plus, il n'a pas à se soucier des régulateurs ni des critiques», dit l'expert.

Les bonus des employés des fonds d'investissement ont bondi de 16% en 2014, selon Hedge Fund Compensation Report, alors que ceux des traders sont en baisse.

Agence France-Presse



GRAND CONCOURS PLUS DE 9500\$ EN PRIX À GAGNER

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU GUIDE D'ACHAT DES VÉLOS DE ROUTE

ET PARTICIPEZ AU CONCOURS EN VOUS ABONNANT DÈS MAINTENANT À UN TARIF EXCEPTIONNEL:

1 AN = 25\$
(40% de réduction)*

2 ANS = 40\$
(52% de réduction)*

3 ANS = 55\$
(56% de réduction)*

WWW.VELOMAG.COM/CONCOURS2015

*Plus taxes, réduction sur le prix en kiosque



MAT SZWAIKOS AGENCE FRANCE-PRESSE

Agence France-Presse

Stephen Schwarzman empoche 2 millions par jour.

ÉCONOMIE

VOS FINANCES

La longévité, un risque dont on peut se protéger

GÉRARD BÉRUBÉ

Grosse transaction cette semaine dans l'univers des caisses de retraite. La Financière Sun Life et Bell Canada ont jeté les bases d'une solution permettant aux caisses de retraite de gérer leur risque lié à la longévité.

Il suffisait d'y penser. Pourquoi pas un « swap » de longévité d'un régime de retraite avec un assureur? Le cabinet Mercer a joué le rôle de conseiller principal dans cette transaction impliquant la signature d'une police d'assurance de 5 milliards transférant à la Sun Life le risque lié à la longévité du régime de retraite de Bell. Une première transaction du genre au Canada, cinquième en importance à l'échelle du globe, qui n'est pas sans soutenir le regard intéressés des employeurs offrant des régimes à prestations déterminées.

« C'est une transaction innovatrice, qui répond à un besoin réel et universel », a commenté Benoît Hudon, responsable de l'innovation du domaine Retraite de Mercer et conseil-

ler principal pour cette transaction. Il rappelle que les gestionnaires parviennent à bien gérer les risques d'ordre financier, liés à la volatilité des marchés et aux taux d'intérêt. Ce qui n'était pas le cas pour celui, appelé à croître, lié à l'augmentation de l'espérance de vie des bénéficiaires. Mercer s'est inspiré de l'expérience britannique. « L'assurance longévité existe là-bas. Il fallait adapter le concept à la réglementation canadienne, notamment en matière de capital requis. »

Bell Canada paiera chaque mois des primes à l'assureur, qui versera les prestations mensuelles dans le régime pour la durée de la vie des retraités existants. La Sun Life prend la responsabilité d'un passif actuariel évalué à 5 milliards. Pratique courante dans l'industrie, l'institution procédera à la réassurance d'une partie du risque.

« Ce produit d'assurance sera reflété dans l'évaluation de la caisse de retraite. Les calculs actuariels vont tenir compte des coûts associés au produit d'assurance et de la diminution des risques sous-jacents. » Benoît Hudon indique qu'il y aura, certes, incidence sur le déficit actuariel des régimes, mais surtout sur la volatilité de ce déficit. Auparavant inférieure à 80 ans, l'espérance de vie dépasse les 85 ans aujourd'hui, et qui sait ce qu'elle sera dans 20 ou 30 ans. « Qui sait si un remède au cancer

ne sera pas trouvé? », illustre-t-il.

La transaction annoncée cette semaine peut inspirer tous les fournisseurs de régime à prestations déterminées. Mais pas de là à inverser ce mouvement de transfert vers des régimes à cotisations déterminées. « Non, ce déplacement s'appuie sur des considérations plus larges. Mais le concept propose un produit d'assurance couvrant un risque dont la problématique touche tous les régimes à prestations déterminées », affirme le spécialiste de Mercer.

L'espérance de vie augmente rapidement

L'augmentation de l'espérance de vie est en progression constante. Et, fait plus récent, davantage chez les plus âgés. Jean-Claude Ménard, actuaire en chef du Régime de pension du Canada, l'a mis en exergue en octobre dernier. « Si l'amélioration de l'espérance de vie observée récemment, en particulier chez les 75 à 89 ans, se poursuit au rythme actuel, les hypothèses à long terme devront être ajustées en conséquence », disait-il.

Il a rappelé que, depuis 1901, l'espérance de vie à la naissance au Canada avait augmenté d'environ 33 ans. A la fin de 2013, elle atteignait 86 ans pour les hommes et 89 pour les femmes. Toutefois, les gains les plus rapides ont été enregistrés avant 1950. Et l'amélioration, actuelle

ou projetée, est désormais attendue davantage chez les plus âgés, moins chez les plus jeunes. « Les augmentations futures de l'espérance de vie sont présumées se produire aux âges plus avancés comparativement aux âges plus jeunes, ce qui veut dire que l'impact sur l'espérance de vie à la naissance sera limité », et sur celle à l'âge de 65 ans, accrue.

Jean-Claude Ménard associait cette réalité à l'amélioration de la mortalité causée par les maladies du cœur. « A l'avenir, on peut espérer s'attendre à ce que les réductions de la mortalité causée par les tumeurs malignes deviennent un facteur important », ajoutait-il.

Groupes d'âge

Par groupes d'âge, l'actuaire s'attend à une diminution de 38% du taux de mortalité au cours des 40 prochaines années chez les 15-54 ans. Une réduction de 33% est projetée chez les 55-64 ans, de 40% dans le segment des 65-74 ans. Pour le groupe d'âge 75-84 ans, une réduction de 37% du taux de mortalité est anticipée.

Ce faisant, on peut comprendre que l'espérance de vie à 65 ans « augmentera de 3 ans pour atteindre 25 ans d'ici les 50 prochaines années, ce qui indique que la moitié des retraités canadiens dépasseront l'âge de 90 ans », retenait Jean-Claude Ménard.

L'économie russe résiste en dépit de l'embargo

Mais si le PIB a continué de progresser en 2014, il en ira autrement en 2015

CLAIRE GUÉLAUD

L'économie russe a fait preuve, en 2014, d'une surprenante résilience. En dépit de l'embargo occidental, décidé à la suite de l'extension de la crise en Ukraine, et des mesures de rétorsion prises par Moscou, qui ont fait chuter les importations de 40%, le PIB a continué d'évoluer en territoire positif: il a progressé de 0,6% en 2014, selon Natalia Orlova, économiste en chef d'Alfa Bank.

L'année 2015, en revanche, se présente mal. La Russie n'échappera pas à la récession. Le PIB pourrait se contracter de « 2% à 3% ». C'est donc moins qu'en 1998 (-5,3%) et qu'en 2009 (-7,8%) mais assez pour conforter les Russes dans « leur conviction que leur pays n'est pas près de retrouver une croissance annuelle de 4% », assure l'économiste russe.

« Les prévisions de croissance sont modérées, ce qui constitue un grand changement par rapport à 2009 », observait-elle, lundi, lors d'une réunion organisée à Paris par le Centre de recherche et d'expertise sur l'économie mondiale. Selon elle, la plus grande menace pesant sur l'économie russe, autrefois l'une des plus dynamiques du club émergent des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), est désormais la stagnation.

Entre 1998 et 2008, la Russie avait affiché un « dynamisme remarquable », ont rappelé Alexey Kudrin et Evsey Gurvich, deux économistes, dans leur article publié lundi dans le Bofit (Banque de Finlande): une augmentation de 83% du PIB, une hausse de plus de 70% de la productivité du travail, un doublement des dépenses d'investissement, une augmentation de 340% du pouvoir d'achat des salaires et de 280% de celui des pensions de retraite.

De 2000 à 2008, le PIB russe s'est accru de 6,9% par an en moyenne. Une progression annuelle ramenée autour de 1% entre 2009 et 2013. La croissance russe a diminué en termes absolus et relatifs. Parallèlement aux entrées nettes de capitaux liées, entre autres, à la rente pétrolière et gazière, ont succédé des sorties, qui se sont élevées à 285 milliards de dollars entre 2009 et 2013.

Malgré ce changement considérable de paysage économique, les revenus salariaux ont continué d'augmenter en 2014 (+11% contre +13% en 2013), tirés notamment par les hausses accordées dans un secteur public qui emploie 18 millions de personnes, soit 25% à 30% de la population active.

La préférence des Russes pour la consommation ne s'est pas démentie, mais l'inflation élevée pourrait menacer le modèle économique, qui est « tiré par les dépenses des ménages », selon M^{me} Orlova, et qui est fondé sur une « croissance importée » grâce à la rente procurée par les hydrocarbures, selon MM. Kudrin et Gurvich. La hausse des prix à la consommation a atteint 11,4% en décembre 2014. Elle est de 16% actuellement.

L'inflation est entretenue par un problème d'offre et par la limitation de la croissance potentielle russe à 1% - 2%. Le pays n'a pas de capacités de production excédentaires à utiliser, un problème pour répondre à la demande des consommateurs, et il souffre de pénuries de main-d'œuvre qualifiée du fait, entre autres, d'une démographie en perte de vitesse. Les moins de 20 ans étaient 44 millions en 1989, mais seulement 30 millions en 2012. Enfin, les pressions sur les taux de change de tous les pays émergents, liées aux changements de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, n'aident pas à maintenir l'inflation sur les rails prévus par la banque centrale de Russie (4% - 4,5%).

Les investissements n'ont retrouvé leur niveau de 2008 qu'en 2014. « L'économie est comme gelée. Cette situation de stagnation peut durer », dit M^{me} Orlova. La faiblesse de l'investissement est souvent reliée à la piètre qualité de l'environnement institutionnel: absence de droits de propriété, failles du système judiciaire, barrières bureaucratiques, corruption... « Le principal problème de l'économie russe est d'une nature plus profonde et il a trait à la faiblesse des mécanismes de marché », disent MM. Kudrin et Gurvich. « En 2012, confronté au ralentissement économique, le président, Vladimir Poutine, aurait pu choisir de libéraliser l'économie, observe



Les Russes n'ont pas renoncé à consommer, achetant notamment des t-shirts à l'effigie de leur président, Vladimir Poutine.

KIRILL KUDRYAVTSEV AGENCE FRANCE-PRESSE

Tania Sollogoub (Crédit agricole). Mais il a opté pour une politique de capitalisme d'État et pour une reprise en mains par le pouvoir central. » Or elle ne fait pas nécessairement bon ménage avec une relance de l'investissement: il y a deux ans, les étrangers ne parlaient que de la corruption; ils s'inquiètent désormais du risque d'arbitraire d'État.

Le pays a aussi des atouts. Il a su tirer des enseignements de ses précédentes crises de change. Sa politique budgétaire reste équilibrée et l'endettement est limité, malgré la baisse du prix du pétrole. « En

régime de taux de change fixe, le budget était équilibré avec un baril à 110\$US. Avec le rouble flottant, il reste équilibré avec un baril à 70\$US. La dépendance aux hydrocarbures n'est plus si grave », note M^{me} Orlova. La Russie n'apparaît pas si mal armée pour faire face aux turbulences. Mais la volatilité est élevée, les fuites de capitaux ont doublé en deux ans pour atteindre 20 milliards de dollars et la plupart des observateurs pensent que la question du contrôle des capitaux va être de nouveau posée.

Le Monde

Je sème la réussite!

Travailler à la CSDM
Faire équipe, évoluer, réussir

Faire parvenir votre CV,
d'ici le 21 mars 2015 à :

École des métiers
de l'informatique,
du commerce et
de l'administration
de Montréal

Madame Johanne Bissonnette
3955, rue de Bellechasse
Montréal (Québec) H1X 1J6
Télécopieur : 514 596-4155
emica.emploi@cscdm.qc.ca

Veillez noter que seules
les personnes retenues
seront appelées.

La CSDM s'est dotée d'un
Programme d'accès à l'égalité
en emploi. Les personnes
handicapées qui le désirent
peuvent recevoir de l'assistance
pour le processus de sélection.

La CSDM remercie tous
les candidats de leur intérêt.

Pour plus de détails, visitez
cscdm.ca/emplois

Postes d'enseignantes ou
d'enseignants en formation
professionnelle pour
le professionnel suivant :

Postes à temps plein ou partiel (jour ou soir)

Soutien informatique

Nature de l'emploi

• L'enseignant prépare les cours, enseigne et évalue les élèves selon les programmes autorisés par le MELS.

Profil recherché

- Minimum de cinq (5) années d'expérience pertinente (en lien avec le programme).
- Capacité à enseigner des cours magistraux et des cours dans une formule d'enseignement individualisé.
- Diplôme en pédagogie souhaitable, mais non obligatoire (devra s'y soumettre ultérieurement).
- Dynamique, axé sur la résolution de problème, capacité à motiver les étudiants.
- Connaissance de l'anglais oral et parlé serait un atout.

ILS IRRONT LOIN



Commission
scolaire
de Montréal

**Vous avez des droits
nous pouvons vous aider**

Yves Ménard
Avocats inc.

514.861.0469

menardavocats.com

LE CAMPUS DE MONCTON SOLLICITE DES CANDIDATURES
AUX POSTES SUIVANTS :

PROFESSEURES OU PROFESSEURS EN BIOCHIMIE

1 poste régulier menant à la permanence d'emploi
(sujet à approbation budgétaire)

1 poste temporaire d'une durée de quatre ans et demi (4 1/2)
(avec possibilité de renouvellement)

PROFESSEUR OU PROFESSEUR DE KINÉSIOLOGIE

et/ou D'ÉDUCATION PHYSIQUE

(poste temporaire d'un (1) an)

(sujet à approbation budgétaire)

Entrée en fonction pour les trois postes : Le 1^{er} juillet 2015
Fermeture du concours pour les trois postes : Le 15 avril 2015

Pour une description détaillée de ces postes et pour postuler,
veuillez s'il vous plaît consulter la section « Offres d'emploi »
de notre site Internet, au www.umoncton.ca (en haut et à
l'extrême droite de la page d'accueil), sous l'onglet « Corps
professionnel – Professeures et professeurs ».



UNIVERSITÉ DE MONCTON
CAMPUS DE MONCTON

L'Université de Moncton souscrit à l'exigence d'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures de toutes personnes qualifiées, femmes et hommes, y compris les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences relatives à l'immigration, ce concours s'adresse en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes ayant obtenu le droit d'établissement au Canada.

LE MONDE

INDE

Des agresseurs sexuels présumés sont lynchés

New Delhi — Un deuxième homme, accusé d'agression par des jeunes femmes, a été lynché vendredi en Inde par une foule en colère, au lendemain du lynchage d'un homme soupçonné de viol, a annoncé la police.

Un couvre-feu a été décrété vendredi par les autorités de la ville de Dimapur, dans l'État du Nagaland dans le nord-est du pays, au lendemain du lynchage du premier homme, soupçonné de viol et de la mort d'un autre homme dans des échauffourées avec la police.

L'homme, accusé d'avoir violé une femme à plusieurs reprises, a été extirpé jeudi d'une prison de la ville, battu à mort et pendu, d'après la presse locale.

«Un jeune homme de 25 ans, suspecté de faire partie de la foule en colère, a été blessé par les balles de la police. Il est ensuite décédé de ses blessures à l'hôpital», a déclaré le chef de la police de Dimapur, Meran Jamir.

Entre-temps, un autre homme, accusé par un groupe de jeunes filles de les avoir agressées vendredi lors d'un festival hindou, a été battu à mort par une foule en colère dans la ville de Varanasi, selon la police.

«La foule en colère s'est rassemblée après que des jeunes femmes se furent plaintes à leurs familles d'avoir été agressées par quelques hommes de la région», a déclaré à l'AFP Anil Kumar, un responsable de la police locale.

L'homme tué, dans la cinquantaine, qui faisait partie des hommes accusés par les jeunes femmes, a été frappé avec des bâtons, a-t-il précisé,



NOAH SEELAM AGENCE FRANCE-PRESSE

Des manifestants brûlent un épouvantail à l'effigie des violeurs d'une étudiante de Delhi.

ajoutant que trois personnes avaient été arrêtées.

A Dimapur, la situation était «très tendue» vendredi, selon le chef de la police, et des centaines de policiers antiémeutes patrouillaient dans les rues.

«Le couvre-feu restera appliqué jusqu'à ce que la situation s'améliore. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter l'escalade», a déclaré à l'AFP par téléphone le chef du gouvernement de l'État du Nagaland, T. R. Zeliang.

Immigrants ciblés

Le suspect lynché était un immigré du Bangladesh, selon M. Zeliang, et les commerces

bangladais de la ville ont subi une série d'attaques depuis jeudi, selon la police.

Les groupes tribaux du Nagaland accusent régulièrement les immigrants musulmans du Bangladesh voisins de s'installer illégalement sur leurs terres et de les priver de leurs ressources.

Une manifestation contre le viol a eu lieu jeudi à Dimapur (la capitale économique du Nagaland), après laquelle une foule en colère a forcé les portes de la prison et réussi à faire sortir l'accusé, selon l'agence de presse *The Press Trust of India*.

La foule l'a trainé vers une

place centrale de la ville, l'a complètement déshabillé, battu, et son corps a été pendu à une tour, selon le journal *The Hindustan Times*.

La question du viol en Inde est sensible depuis le meurtre fin 2012 d'une étudiante à New Delhi victime d'un viol en réunion, événement qui avait suscité l'émotion dans le monde entier.

Un tribunal indien a interdit mercredi un documentaire montrant l'un des condamnés à mort pour ce viol en réunion s'en prendre au comportement de sa victime.

Agence France-Presse

10 000 soldats africains pour contrer Boko Haram

Addis-Abeba — L'Union africaine a annoncé vendredi avoir entériné la création d'une force régionale de lutte contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram, qui comprendra jusqu'à 10 000 hommes et sera basée à N'Djamena.

Cette force, dont le principe avait été adopté le 29 janvier lors d'un sommet des chefs d'État de l'UA, a pour mandat «d'empêcher l'expansion des activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes» et «d'éradiquer leur présence».

Des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) — Tchad, Nigeria, Cameroun, Niger — ainsi que le Bénin se sont engagés à fournir jusqu'à 8700 soldats, mais l'UA a porté les effectifs de cette force jusqu'à 10 000 hommes, selon des conclusions du Conseil de paix et de sécurité de l'organisation panafricaine.

Cette force sous commandement africain aura la possibilité «d'opérer librement» dans une zone déterminée pour y mener des opérations militaires et des patrouilles, selon le communiqué de l'UA, qui ne précise pas le périmètre de cette zone.

Un diplomate de l'UA a toutefois affirmé à l'AFP que cette «zone d'opération» autour du bassin du lac Tchad ne comprend pas le territoire du Nigeria. «Le Nigeria a un problème d'image de puissance régionale à entretenir et accepte très mal que des troupes étran-

gères puissent venir sur son sol», a-t-il expliqué.

Aucune confirmation à ce sujet n'a pu être obtenue auprès de l'UA.

Sans la possibilité d'intervenir au Nigeria, dont le nord-est est le fief des insurgés, cette force africaine ne pourrait que compter sur l'armée nigérienne pour la traque des combattants islamistes en territoire nigérian.

Les troupes africaines seront actives là où se trouve Boko Haram, à l'exception du Nigeria

Toutefois, «si tous les pays participent de bonne foi, il sera possible de prendre Boko Haram en tenaille», a estimé ce diplomate, reconnaissant que les réticences nigérianes affaiblissent le champ d'action de la force régionale.

Pour financer cette force, l'UA compte sur le soutien de l'ONU et demande au Conseil de sécurité d'adopter «de toute urgence» une résolution qui «entérine [son] déploiement». La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a demandé la création d'un fonds spécial de l'ONU pour soutenir cette force.

Le Nigeria et ses voisins, le Tchad, le Niger et le Cameroun, tous frappés par les attaques meurtrières des insurgés islamistes, ont déjà engagé depuis février une campagne militaire conjointe sans précédent contre Boko Haram.

Des troupes tchadiennes combattent le groupe armé en territoire nigérian.

Agence France-Presse

RACISME DANS LA POLICE

Un problème qui dépasse les frontières de Ferguson, dit Obama

Washington — Le président Barack Obama a estimé vendredi que le racisme de la police à Ferguson, au Missouri, sur laquelle le ministère de la Justice vient de rendre un rapport accablant, n'était pas «un cas isolé».

«Je ne pense pas que ce soit typique de ce qui se passe dans le pays mais ce n'est pas un incident isolé», a affirmé le président

américain dans un entretien à la radio Sirius XM. M. Obama réagissait à un rapport fédéral publié mercredi sur les pratiques policières entachées de racisme et d'illégalités à Ferguson.

La petite ville avait été le théâtre de manifestations et d'émeutes après qu'un jeune Noir, Michael Brown, eut été tué en août 2014 par un policier, Darren Wilson.

«Il y a des cas où la confiance entre les communautés et la police n'est plus de mise. Il y a des individus ou des services entiers qui ne sont pas formés ou responsabilisés sur le fait qu'ils doivent protéger et servir tout le monde, et pas seulement quelques-uns», a ajouté le président en faisant référence à la devise «Protéger et servir» de la police américaine. Barack Obama, premier pré-

sident noir des États-Unis, intervenait à la veille de sa visite à Selma, en Alabama, où il doit se rendre samedi pour commémorer les 50 ans d'une marche réprimée dans le sang, devenue sous l'impulsion de Martin Luther King le symbole de la lutte non-violente pour les droits civiques.

Agence France-Presse

Libye: un accord dès mardi?

Skhirat — Les représentants des deux Parlements rivaux, qui tiennent des discussions indirectes au Maroc, ainsi que le médiateur de l'ONU ont affiché leur confiance vendredi quant à la possibilité d'un accord sur un gouvernement d'unité nationale en Libye, en proie au chaos.

«Nous avançons positivement sur la question du gouvernement d'unité nationale et maintenant nous allons discuter de sa forme», a dit à la presse Cherif

El Wafi, du Parlement reconnu par la communauté internationale, qui siège à Tobrouk depuis la prise de Tripoli par Fajr Libya, une coalition de milices. «Il y a des désaccords sur les noms mais on arrivera à un équilibre. [...] Nous reviendrons mardi au Maroc dans l'espoir d'une annonce d'un nouveau gouvernement», a ajouté M. Wafi, président du comité de dialogue de Tobrouk. Membre du Congrès général national, Mustapha Abou Shakra a évoqué la perspective d'un premier «document écrit» dès samedi.

Agence France-Presse

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Avis est donné selon l'Article 795 du Code Civil du Québec que Paul Bienvenue, résidant au 2525 Havre des Îles, Pavillon C #1003, Chomedey (Québec), H7W 4C6 est décédé le 26 Août 2014. L'inventaire des biens est détenu aux bureaux du Groupe de gestion privée Scotia (Trust Scotia) situés au 1002 Sherbrooke ouest, bureau 540, Montréal (Québec), H3A 3L6 pour fins de consultation.

-AVIS-

Un inventaire des biens de Succession Thérèse Horberg en son vivant domiciliée à Québec (Québec) peut être consulté sur R.V. au 102-1040, ave. Belvédère à Québec par tout intéressé. C. Tremblay, notaire 5 mars 2015.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL Localité: Montréal N° de dossier: 500-22-219396-150

COUR DU QUÉBEC Chambre civile CLEVELAND DENNY Partie demanderesse

ZINEB BOURJILA

Partie défenderesse ASSIGNATION (art. 139 C.p.c.) PAR ORDRE DU TRIBUNAL: Avis est donné à la partie demanderesse que la partie défenderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec du district de Montréal, une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis au défendeur ont été laissés à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du tribunal, au palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame est, local 1.120, Montréal, Québec, H2Y 1B6. Il est ordonné à la partie défenderesse de comparaître dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai. Soyez aussi avisé que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 22 avril 2015 à 9h00 en la salle 2.05 du palais de justice de Montréal.

À Montréal, le 3 mars 2015 ANNIE OUELLETTE GREFFIÈRE ADJOINTE J.O.0309

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL No: 505-04-023823-156

COUR SUPÉRIEURE STÉPHANIE FILIATREAU, Partie Demanderesse

PATRICK JALBERT,

Partie Défenderesse ASSIGNATION (139 C.p.c.)

PAR ORDRE DU TRIBUNAL: Avis est donné à la partie défenderesse que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour Supérieure du district de Longueuil une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis à la partie défenderesse a été laissée à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du tribunal, au Palais de justice de Longueuil, situé au 1111 boulevard Jacques-Cartier est, Longueuil. Il est ordonné à la partie défenderesse de comparaître dans un délai de trente (30) jours de la publication de la présente ordonnance. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai. Soyez aussi avisé que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 10 avril 2015 à 9h00 heures en la salle 1.17 du palais de justice de Longueuil.

LONGUEUIL, le 2 mars 2015

Julie Dapost GREFFIÈRE DE LA COUR SUPÉRIEURE

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL No: 500-53-000409-142

TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE

(Greffe de la Cour du Québec) COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (pour SUCCESSION EVELYN SHEEHAN LAJOIE, dûment représentée par DEBORAH LAJOIE)

Demanderesse

ALVIN LAJOIE Défendeur

et

SUCCESSION EVELYN SHEEHAN LAJOIE, dûment représentée par DEBORAH LAJOIE

Partie victime

AVIS À ALVIN LAJOIE

Soyez avisé, en vertu de l'article 120 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, que la demande de la COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE c. ALVIN LAJOIE sera entendue par le Tribunal des droits de la personne de Montréal, rue Notre-Dame Est, salle 13.04, 9h30.

À défaut de vous présenter le jour de l'audition, un jugement pourra être rendu par défaut contre vous. Ce jugement sera déposé au greffe de la Cour du Québec, conformément à l'article 123 C.p.c. VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE. Montréal, le 5 mars 2015 JULIANA DALIA Greffière du Tribunal des droits de la personne

Avis public

Régie de l'énergie

DOSSIER R-3897-2014 RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UN MÉCANISME DE RÉGLEMENTATION INCITATIVE ASSURANT LA RÉALISATION DE GAINS D'EFFICIENCE PAR HYDRO-QUÉBEC DANS SES ACTIVITÉS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ (LE DISTRIBUTEUR) ET DE TRANSPORT (LE TRANSPORTEUR)

La Régie de l'énergie (la Régie) tiendra une audience publique afin de procéder à l'examen d'un dossier portant sur l'établissement d'un mécanisme de réglementation incitative assurant la réalisation de gains d'efficacité par le Distributeur et le Transporteur (Dossier R-3897-2014).

Conformément à l'article 48.1 de la Loi sur la Régie de l'énergie, ce mécanisme doit poursuivre les objectifs suivants :

1. l'amélioration continue de la performance et de la qualité du service;
2. une réduction des coûts profitable à la fois aux consommateurs et, selon le cas, au Distributeur ou au Transporteur;
3. l'allègement du processus par lequel sont fixés ou modifiés les tarifs du Transporteur et les tarifs du Distributeur applicables à un consommateur ou à une catégorie de consommateurs.

La Régie a mandaté la firme Elenchus Research Associates Inc. (Elenchus) afin d'effectuer une revue des mécanismes de réglementation incitative utilisés par d'autres régulateurs dans les domaines de la distribution et du transport de l'électricité. Le rapport d'Elenchus a été rendu public le 4 mars 2015.

Dans une première étape, Elenchus présentera les faits saillants de son rapport lors d'une audience qui aura lieu le 27 et, si nécessaire, le 28 mai 2015, aux bureaux de la Régie. Les participants reconnus au dossier pourront interroger Elenchus sur le contenu du rapport.

La Régie annonce qu'elle tiendra également une rencontre préparatoire le 15 juin 2015 avec les participants, afin de déterminer les prochaines étapes du processus réglementaire.

Toute personne intéressée à participer au présent dossier doit déposer une demande d'intervention, conformément au Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie (le Règlement) et aux instructions de la Régie contenues dans sa décision D-2015-016 d'ici le 18 mars 2015 à 12 h.

Le Règlement, la décision D-2015-016, de même que le rapport d'Elenchus peuvent être consultés sur le site internet de la Régie (<http://www.regie-energie.qc.ca>).

Pour toute information, il est possible de communiquer avec la Régie par téléphone, par courrier électronique ou par télécopieur.

Le Secrétaire Régie de l'énergie 800, rue du Square-Victoria, bureau 2.55 Montréal (Québec) H4Z 1A2 Téléphone : 514 873-2452 ou sans frais 1 888 873-2452 Télécopieur : 514 873-2070 Courriel : greffe@regie-energie.qc.ca

Québec

AVIS PUBLIC

Ville-Marie Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME

À sa séance du 10 février 2015, le conseil d'arrondissement a adopté le Règlement CA-24-282.103 modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de déplacer la limite entre deux secteurs d'usages sur un emplacement borné du boulevard René-Lévesque et des rues Mackay, Overdale et Lucien-L'Allier.

Ce règlement est entré en vigueur le 2 mars 2015, date de la délivrance, par le greffier de la Ville, du certificat de conformité au Plan d'urbanisme, le tout conformément à l'article 137.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) et à l'article 133 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4).

Ce règlement peut être consulté aux comptoirs Accès Ville-Marie situés au 17^e étage du 800, boulevard de Maisonneuve Est, station de métro Berri-UQAM, et au rez-de-chaussée du 275, rue Notre-Dame Est, station de métro Champ-de-Mars.

Montréal, le 7 mars 2015

Le Secrétaire d'arrondissement, M^r Domenico Zambito

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LONGUEUIL

CAUSE NO: 505-17-007896-154

COUR SUPÉRIEURE

LA BANQUE

TORONTO-DOMINION

Créancière

c.

MICHEL NYABENDA

Débiteur

ASSIGNATION

AVIS est donné à MICHEL NYABENDA, par publication dans le journal LE DEVOIR, qu'un PRÉAVIS D'EXERCICE D'UN DROIT HYPOTHÉCAIRE ET AFFIDAVIT a été déposé et laissé à son attention, au greffe de la Cour Supérieure du district de Longueuil situé au 1111, boul. Jacques-Cartier E., Longueuil, Québec.

Soyez avisé que vous-même ou un tiers avec 60 jours de l'inscription du présent PRÉAVIS D'EXERCICE D'UN DROIT HYPOTHÉCAIRE ET AFFIDAVIT au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Laprairie pour remédier aux défauts.

Longueuil, le 5 mars 2015

NANCY BERNIER

GREFFIÈRE ADJOINTE

Un don d'espoir pour la vie

1-877-488-4222

www.ArmeeduSalut.ca

ARME DU SALUT

Primeau Proulx & Associé inc.

Spécialité de faillite et gestion de crise

Avis de la première assemblée

(paragraphe 1024 de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de :

9242-3755 QUÉBEC INC.,

Corporation légalement constituée ayant sa place d'affaire au 2033, boul. St-Martin O, Laval, Québec H7S 1N3

Faillite

AVIS est par les présentes donné que la faillite de 9242-3755 QUÉBEC INC. est survenue le 2 mars 2015 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 19 mars 2015 à 13h00 au bureau du syndic.

Ce 2^e jour de mars 2015

PRIMEAU PROULX ET ASSOCIÉ INC., SYNDIC SYLVAIN PROULX, CPA, CA

Syndic Administrateur

1695, boul. Laval, bureau 330, Laval QC H7S 2M2

TÉL. : (450) 972-1030 • Téléc. : (450) 972-1020

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA SCHIZOPHÉNIE

514 251-4000 #3400

1 866 888-2323

www.schizophrénie.qc.ca

info@schizophrénie.qc.ca

QTMG

HUISSIERS DE JUSTICE

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC

COUR DU QUÉBEC

(Chambre civile)

DISTRICT DE MONTRÉAL

No: 500-22-218163-148

COMMISSION DES

NORMES DU TRAVAIL

Partie demanderesse

c.

9299-6321 QUÉBEC INC.

Partie défenderesse

ASSIGNATION (139 C.p.c.)

PAR ORDRE DU TRIBUNAL:

Avis est donné à la partie défenderesse que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de Montréal, une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et avis au défendeur ont été laissés à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du tribunal, au palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame est, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Il est ordonné à la partie défenderesse de comparaître dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance. À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai. Soyez aussi avisé que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 15 avril 2015 à 9h00 en la salle 2.06 du palais de justice de Montréal.

À Montréal, le 27 février 2015

ELAINE CLOUTIER-NEVEU

Greffière adjointe

J.O. 0B78

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

LE MONDE

Le groupe État islamique reprend d'assaut le patrimoine irakien

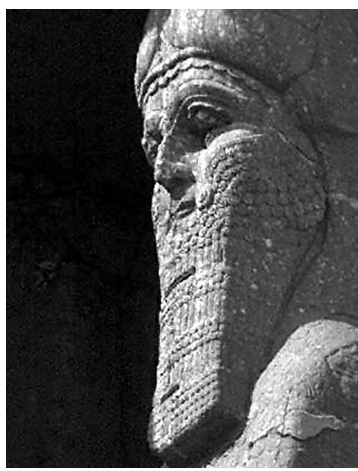
Bagdad — Les condamnations se sont multipliées vendredi après une nouvelle attaque du groupe djihadiste État islamique contre le patrimoine irakien : la destruction au bulldozer de la cité antique de Nimroud, l'UNESCO dénonçant un « crime de guerre ».

Après avoir réduit en miettes des trésors archéologiques dans le musée de Mossoul la semaine dernière, des hommes de l'EI sont entrés jeudi avec des bulldozers dans Nimroud, joyau archéologique inestimable du nord du pays, selon le ministre irakien du Tourisme.

« On ignore encore l'étendue des destructions » infligées à la cité pluri-millénaire construite sur les bords du Tigre, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Mossoul, a indiqué à l'AFP un responsable sous couvert d'anonymat.

Mais l'UNESCO a d'ores et déjà dénoncé « un crime de guerre », selon un communiqué de sa directrice générale, Irina Bokova, qui a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU et la Cour pénale internationale.

Al-Azhar, l'une des plus prestigieuses institutions théologiques de l'islam sunnite, basée en Égypte, a appelé à « sauver les nations arabes et islamiques de leurs diables », alors que la reine Rania de Jordanie qualifiait l'EI de « fous qui cher-



KARIM SAHIB AFP
Un monument de Nimroud photographié en 2001.

chent à nous ramener aux temps médiévaux».

Les Affaires étrangères françaises ont pour leur part condamné des actes relevant « d'une logique abjecte d'anéantissement [...] de l'un des plus exceptionnels patrimoines de l'humanité ».

L'EI justifie ces destructions en arguant que les statues favorisent l'idolâtrie. Mais selon plusieurs experts, les « idoles » si vivement dénoncées dérangent moins les djihadistes lorsqu'il s'agit de les vendre au marché noir. Ce sont les statues trop imposantes pour être transportées aisément qui sont détruites, estiment-ils.

Forts de 46 000 comptes Twitter

Washington — Au moins 46 000 comptes Twitter étaient liés au groupe État islamique (EI) fin 2014, selon une étude américaine. « Nous estimons que de septembre à décembre 2014, au moins 46 000 comptes Twitter étaient utilisés par des partisans de l'EI, même si tous n'étaient pas actifs en même temps », indique le rapport publié par la Brookings Institution et financé par Google Ideas. D'après une analyse des données géogra-

phiques des entrées (localisation revendiquée, fuseau horaire), la majorité des abonnés habitent dans des régions tenues par l'EI en Syrie et en Irak, mais aussi en Arabie saoudite. Les trois-quarts des comptes favorables à l'EI sont en arabe, et un cinquième en anglais, le français comptant pour 6%. Les comptes soutenant l'EI ont en moyenne 1 000 abonnés, soit « bien plus qu'un compte habituel ».

Agence France-Presse

Le grand ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite de l'Irak, a estimé que ces destructions étaient la preuve « de la sauvagerie, de la barbarie et de l'hostilité [des djihadistes] pour les Irakiens », dans un prêche prononcé par un assistant à Kerbala.

Prochaine cible

« Leur projet, c'est de détruire le patrimoine irakien, site par site », explique Abdelamir Hamdani, un archéologue irakien de l'université Stony Brook de New York. « Ça va être au tour de Hatra », a-t-il ajouté, en référence à une cité vieille de 2 000 ans inscrite au patrimoine

mondial de l'UNESCO située à 100 km au sud de Mossoul.

Nimroud est l'une des villes phares de l'empire assyrien, où ont été exhumés en 1988 plus de 600 bijoux, décorations et pierres précieuses, l'une des plus importantes découvertes archéologiques du XX^e siècle.

La plupart des objets inestimables provenant de Nimroud sont exposés dans des musées en Irak ou en Europe, mais le site abrite toujours des bas-reliefs et de colossaux « lamassu », ces taureaux ailés à face humaine.

Agence France-Presse

La Francophonie prête à lutter contre l'extrémisme

Michaëlle Jean rappelle que le terrorisme frappe fortement l'espace francophone

Nations unies — La Francophonie est prête à prendre toute sa place dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, a affirmé vendredi à New York la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean.

Elle a indiqué dans un entretien accordé à l'AFP avoir longuement abordé ce sujet, en français, avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui l'a reçue au siège des Nations unies.

L'OIF compte 57 États et gouvernements membres, et 23 pays observateurs.

« Dans l'espace francophone, nous avons des pays d'Europe centrale, d'Europe orientale, africains, d'Amérique, d'Asie et on voit comment la francophonie est frappée de manière transversale par les situations actuelles de crise, de guerre et par le terrorisme », a souligné M^{me} Jean.

Elle a placé le rôle de la Francophonie dans ce domaine sur trois plans : la défense, les actions de sensibilisation, notamment en direction des jeunes, et la « diplomatie active ».

« La Francophonie en tant que telle n'a pas de force militaire, mais au sein de l'espace francophone, il y a des coalitions et des actions concertées pour lutter contre le terrorisme », a-t-elle rappelé en citant la Force panafricaine contre le groupe

islamiste nigérian Boko Haram en Afrique centrale.

Armes de construction massive

« Il existe aussi des armes de construction massive comme les actions de sensibilisation [...], le renforcement des initiatives de la société civile pour lutter contre l'embrigadement des jeunes », a-t-elle ajouté.

De plus, de nombreux pays francophones fournissent des Casques bleus aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. M^{me} Jean a estimé à ce propos « très important d'avoir au sein de ces missions des francophones, en particulier lorsque les crises frappent des pays francophones » comme au Mali ou en République centrafricaine.

Enfin, le développement économique que cherche à promouvoir l'OIF entre aussi dans ce cadre car « le terrorisme trouve souvent son meilleur terrain là où il y a désenchantement et précarité ».

M^{me} Jean devait également rencontrer le président du Conseil de sécurité pour le mois de mars, l'ambassadeur français François Delattre.

Ancienne gouverneure générale du Canada, elle a succédé en janvier au Sénégalais Abdou Diouf. Elle est la première femme et la première personnalité non africaine à diriger l'OIF.

Agence France-Presse

UKRAINE

La surveillance du cessez-le-feu renforcée

ALIX RIJCKAERT

à Riga

Moscou, Kiev et les Européens ont convenu vendredi d'instaurer un « contrôle efficace » du fragile cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine en augmentant à mille le nombre d'observateurs internationaux, qui se plaignent toutefois de ne pas pouvoir y circuler librement.

Le cessez-le-feu entré en vigueur le 15 février reste très fragile, même si les chefs de la diplomatie allemande et russe ont constaté « des progrès », notamment dans le retrait des armes lourdes, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères russe.

« Tous les acteurs de ce conflit, y compris la Russie », sont d'accord pour renforcer la mission de l'OSCE en Ukraine, pour atteindre mille observateurs, contre 450 actuellement dont 324 dans l'Est, a annoncé Frank-Walter Steinmeier après avoir parlé à Sergueï Lavrov.

L'OSCE « aura également la possibilité de voir les lieux où sont entreposées les armes qui ont été retirées de la ligne de front », a continué le ministre allemand après une réunion de l'Union européenne à Riga.

Selon lui, la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président russe, Vladimir Poutine, se sont entretenus de cette question par téléphone vendredi.

Le secrétaire général de

l'OSCE avait été invité à Riga pour exposer la situation dans l'est séparatiste ravagé par dix mois de conflit qui ont fait plus de 6 000 morts.

« Il y a des zones que nous ne pouvons tout simplement pas atteindre », avait expliqué Lambert Zannier à l'AFP avant son intervention.

Il a posé comme « condition préalable au renforcement » de son contingent d'observateurs « d'avoir plus d'accès » notamment aux endroits où les armes lourdes sont entreposées, « pour éviter tout risque de voir l'accord [de cessez-le-feu] contourner ».

Blocages côté rebelles

Si les deux parties font des « difficultés », c'est du côté des séparatistes prusses qui tiennent les villes de Lougansk et Donetsk qu'il y a « le plus de blocages », a décrit M. Zannier.

Vendredi soir, le chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a pour sa part relevé que le nombre de 500 observateurs initialement prévu il y a un an n'avait jamais pu être atteint.

L'UE et l'OSCE ont également discuté d'un renforcement de la surveillance aérienne, en augmentant le nombre de drones qui survolent la zone ou en recourant plus amplement aux images satellitaires, a-t-elle expliqué.

Agence France-Presse



SERGEY BOBOK AGENCE FRANCE-PRESSE
Un minibus et ses passagers ont été attaqués vendredi à Kharkiv.



TONY KARUMBA AGENCE FRANCE-PRESSE

Plus de 2,5 millions de Sud-Soudanais sont menacés par la famine.

La paix encore mise en échec au Soudan du Sud

La guerre pousse le plus jeune pays du monde au bord de la famine

KARIM LEBHOUR

à Addis-Abeba

Les belligérants sud-soudanais ont une nouvelle fois échoué, vendredi à Addis-Abeba, à s'entendre pour sortir leur jeune pays de près de 15 mois de guerre civile, restant sourds aux menaces de la communauté internationale.

« J'ai le regret de vous informer que les discussions n'ont pas débouché sur les progrès nécessaires », a déclaré le premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, au nom de l'organisation intergouvernementale est-africaine Igad.

La médiation régionale avait donné aux chefs des deux camps, le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar, jusqu'au jeudi 5 mars pour parvenir à un accord. Une ultime prolongation, de quelques heures vendredi matin, n'a rien donné.

« Les conséquences de l'inaction, c'est la poursuite de votre souffrance à vous, peuple du Soudan du Sud, et d'une guerre absurde dans votre pays », a ajouté le premier ministre

éthiopien dans une déclaration adressée à la population sud-soudanaise. « C'est inacceptable, à la fois moralement et politiquement ».

Hailemariam Desalegn a estimé que le processus de paix, entamé un mois après le début du conflit, devait désormais recevoir une nouvelle impulsion. Il a promis un plan, à élaborer avec d'autres pays africains et au-delà, pour sortir de la crise.

Le premier ministre éthiopien n'a cependant donné aucun détail sur la suite du processus.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont mortes dans ce conflit vieux de 15 mois

En un peu plus d'un an, les deux camps ont déjà signé plusieurs cessez-le-feu, tous rompus au bout de quelques heures ou quelques jours.

Ce qui coïncide aujourd'hui dans les pourparlers, ce sont les modalités d'un accord de partage du pouvoir entre Riek Machar et Salva Kiir.

En ouvrant cette 8^e session

de pourparlers le 23 février, l'Igad l'avait qualifiée de « dernière chance ».

La communauté internationale s'impatiente de plus en plus : pour la première fois cette semaine, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, à l'unanimité, une résolution prévoyant le principe de sanctions.

La communauté internationale a, à plusieurs reprises ces derniers mois, brandi la menace de sanctions contre les belligérants. Mais, face à la réticence de la Chine notamment, qui détient d'importants intérêts pétroliers au Soudan du Sud, elle n'avait jusque-là jamais franchi l'étape de la résolution.

Le Conseil de sécurité se donne désormais la possibilité de geler les avoirs de ceux qui menacent la stabilité du pays, se rendent coupables d'exactions ou entravent l'aide humanitaire, et de leur interdire de voyager. Un comité doit néanmoins désigner ultérieurement les individus à sanctionner.

Dans un document de travail obtenu par l'AFP et non daté, la Commission d'enquête de l'UA dans le pays a appelé de son côté à exclure du pouvoir les chefs des deux camps durant la future « période de transition ».

Le Soudan du Sud, indépendant du Soudan depuis juillet 2011, est ravagé depuis le 15 décembre 2013 par une guerre civile, qui à l'origine opposait une faction de l'armée fidèle au président Kiir à une autre loyale à Riek Machar.

Depuis, une vingtaine de groupes armés et de milices ont rejoint le conflit, qui a été marqué par des atrocités à caractère ethnique et a conduit le pays au bord de la famine.

Aucun bilan officiel n'est disponible, mais des observateurs parlent de dizaines de milliers de morts. Plus de deux millions de personnes ont aussi été chassées de chez elles par les combats, trouvant refuge dans des bases de l'ONU dans le pays ou dans des pays voisins.

Agence France-Presse

CULTURE

Le pionnier du documentaire Albert Maysles est décédé à 88 ans

New York — Le réalisateur Albert Maysles, pionnier des longs métrages documentaires qui a utilisé des caméras légères pour capturer de manière spontanée la vie de gens célèbres et moins célèbres, est décédé à l'âge de 88 ans.

La directrice marketing de sa compagnie de production Maysles Films, Stacey Farrar, a confirmé que le cinéaste était mort chez lui, à New York, jeudi.

Albert Maysles s'est surtout fait connaître grâce à la poignée de classiques qu'il a tournés en compagnie de son frère, David, dans les années 1960 et 1970, bien qu'il ait continué de faire des films

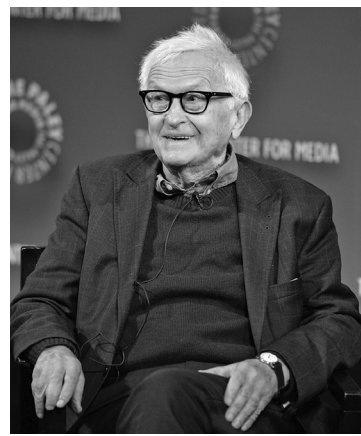
jusqu'à la fin de sa vie, en plus de devenir le mentor de cinéastes plus jeunes.

Les frères Maysles — comme ils se faisaient appeler — choisissaient des sujets aussi ordinaires que les difficultés des vendeurs de Bibles et aussi prestigieux que Marlon Brando, Orson Welles et les Beatles, que le duo a suivis en 1964 lors de leur premier voyage aux États-Unis. Un de leurs films, *Gimme Shelter*, sur le concert donné par les Rolling Stones sur le circuit Altamont en Californie, a capté les images de l'assassinat d'un fan pendant le spectacle. Le concert d'Altamont, qui mettait également

en vedette Jefferson Airplane et Santana, marque la tentative infructueuse des Stones de mettre sur pied un festival comme celui de Woodstock, qui avait eu lieu quelques mois plus tôt.

Albert Maysles aura été actif jusqu'à sa mort. Son documentaire sur l'icône de la mode Iris Apfel, *Iris*, doit paraître en avril. Jeudi, le Festival du film de Tribeca a annoncé que *In Transit*, le documentaire qu'il a coréalisé au sujet du plus long trajet de chemin de fer aux États-Unis, serait présenté cette année au festival.

Associated Press



AGENCE FRANCE-PRESSE
Avec son frère David, Albert Maysles a réalisé plusieurs films, dont *Gimme Shelter*, qui suivait les Rolling Stones.



STÉPHANE BOURGEOIS
Pendant *Norge*, Kevin McCoy est accompagné en musique par la pianiste Esther Charron.

THÉÂTRE

Histoire d'un aller et retour

NORGE
De Kevin McCoy. Scénographie et costumes : Yasmina Giguère. Musique : Esther Charron. Au Trident jusqu'au 28 mars.

GABRIEL MARCOUX-CHABOT
à Québec

Un piano, des souches et quelques rochers se reflètent sur une surface noire et lustrée. Recouverts de draps blancs, ils ressemblent à des blocs de glace dérivant sur les eaux du Saint-Laurent ou de la mer du Nord.

Dans ce décor d'une grande beauté, Kevin McCoy, accompagné en musique par la pianiste Esther Charron, raconte avec candeur et bonhomie quelques-uns des événements marquants de sa vie. Petit-fils d'une Norvégienne venue s'établir aux États-Unis, ayant lui-même immigré au Québec par amour, il évoque son périple sur les traces de sa grand-mère, ses problèmes de santé et sa relation avec ses parents vieillissants. Récit touchant d'une quête identitaire authentique et sincère, le texte prend parfois un tour inutilement didactique.

Dans la première partie du spectacle, surtout, on a le sentiment d'assister à un cours magistral sur l'histoire de la Norvège donné par un professeur particulièrement porté sur l'anecdote et la confiance personnelle. Les projections qui accompagnent le monologue du comédien renforcent d'ailleurs cette impression. Sorte de croisement maladroit entre une présentation PowerPoint et une vidéo promotion-

nelle coproduite par l'Office québécois du tourisme et son homologue norvégien, les images présentées trahissent un manque de vision artistique évident.

D'autres aspects de la mise en scène souffrent de faiblesses équivalentes: gestes et déplacements mal assumés, interactions problématiques avec l'environnement numérique, symbolisme trop appuyé de certaines scènes — on pense en particulier à cet hommage au *Cri* de Munch, tellement lourd et caricatural qu'on se demande si le metteur en scène ne prend pas son public pour des imbéciles.

Cela dit, la pièce donne aussi lieu à des moments de grâce: lorsque le comédien s'abandonne dans les bras de la pianiste jouant pour lui une composition d'Edvard Grieg, par exemple, ou quand sa tentative d'apprentissage de la langue norvégienne dérive insensiblement vers des considérations plus fondamentales.

Evoquant son arrivée à Québec, McCoy dit être tombé amoureux de la ville et de ses habitants. On peut supposer que ces derniers lui rendront son amour avec empressement: on se montre toujours indulgent envers ceux qui nous flattent agréablement.

Au final, on reste toutefois avec l'impression qu'une mise en scène plus sobre et plus resserrée aurait mieux servi ce texte par ailleurs écrit et délivré avec autant de passion que de sensibilité.

Collaborateur
Le Devoir

CINÉMA

Trois abrutis en voyage d'affaires

UNFINISHED BUSINESS (V.F. : AFFAIRES NON CLASSÉES)

★★
États-Unis, 2015, 91 min. Comédie de Ken Scott. Avec Vince Vaughn, Tom Wilkinson, Dave Franco, Sienna Miller.

ANDRÉ LAVOIE

Il suffit de voir *Prisoners*, de Denis Villeneuve, ou *Dallas Buyers Club* et *Wild*, de Jean-Marc Vallée, pour comprendre qu'Hollywood avait bien raison de s'enrichir de ces deux réalisateurs québécois. Est-ce également le cas pour Ken Scott? La question se pose, et la réponse pourra sembler brutale devant *Unfinished Business*, la deuxième incursion du scénariste (*La grande séduction*) et réalisateur (*Les doigts croches*) en territoire américain.

Scott renoue, et on ne sait trop pourquoi, avec Vince Vaughn, l'archétype du héros de la classe moyenne, fort en gueule et sans complexes, une posture savamment cultivée (*The Break-Up*, *The Internship*) sans pour autant faire merveille chaque fois. Le tandem l'a d'ailleurs cruellement prouvé dans *Delivery Man*, le copier-coller anglo de *Starbuck*, où Ken Scott apparaissait beaucoup plus inspiré.

Ce n'est pas le cas dans cette comédie écrite par Steven Conrad, lui dont la feuille de route n'est guère reluisante dans le registre comique (*The*



Vince Vaughn, Tom Wilkinson et Dave Franco dans *Unfinished Business* du Québécois Ken Scott

Secret Life of Walter Mitty), reprenant quelques recettes de Judd Apatow (en moins long), et cette vision de l'Europe comme terre de toutes les décadences (une visite dans un spa où la nudité homme-femme est la norme prend des airs de safari). Pour pimenter le tout, rien de mieux que les inquiétudes d'une masculinité fragilisée par des homosexuels téméraires, des patronnes intraitables, et des enfants exigeant une attention de tous les instants, y compris sur Skype. Dan Trunkman (Vaughn moins survolté qu'à l'habitude) doit jongler avec toutes ces trasseries, lui qui depuis un an

tente d'imposer son entreprise aux côtés d'un vieil aigri (Tom Wilkinson, un grand talent ici gaspillé) et d'un jeune abruti (Dave Franco, qui prouve que le ridicule ne tue que l'inspiration). Pour y parvenir, ils devront se rendre à Berlin afin de conclure une entente avec une multinationale qui pourrait les propulser au sommet, ou les aculer à la faillite. De là à prétendre que les spectateurs sont au bout de leur siège...

Cette destination exotique, surtout quand on habite St. Louis et que les bureaux de la compagnie se résument à la table d'un resto de beignes bien

connu (bonjour le placement de produits), compte parmi les rares bons atouts d'un film tournant à vide, tablant sur un humour bas de gamme. D'où les beuveries à répétition, les scènes à caractère sexuel à donner envie de rester puceau, et les accidents de bagnoles sur fond d'écran vert: que faut-il de plus pour se convaincre que nous sommes devant un cinéma pépère et paresseux? Décidément, le soleil de la Californie n'éblouit pas tout le monde de la même façon...

Collaborateur
Le Devoir

Téléphone: 514-985-3322
Télocopieur: 514-985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel:
petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I · N · D · E · X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télocopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

PROMO EN COURS AU VILLAGE OLYMPIQUE

1½: \$785 | 3½: \$1050 | 4½: \$1195 | 5½: \$2175

Métro Assomption/Vau, Stationnement int. disp., Tout inclus, Grands balcons avec superbe vue, Piscine int., Gym, Restaurants, Magasins.

514-252-8037

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT
près Laurier - grand 4 ½ - 1,240 pica. 1 s de b complète 1 salle d'eau. Immeuble béton - 2 ascenseurs - cuisine rénovée - nouvelles fenêtres \$1,750. Chauffage, eau chaude, frig. Cuisinière et lave-vaisselle inclus. Garage disponible \$100. Pas d'animaux.

514-276-5949

AU BORD DE L'EAU

1 MOIS GRATUIT
Domaine Bellerive

1½: 700\$ | 3½: 855\$
4½: 1010\$ | 5½: 1330\$

1 Place de la Belle-Rive, LAVAL

Plancher de bois, chauffé, eau ch. inclus, piscine int., Stationnement disp., Navette privée et commerces sur place.

450-686-2280

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'origine, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

OUTREMONT - 190 Willowdale
3 1/2 - 4 1/2 réno près Métro UdeM
Chauffé, eau chaude, Ascenseur.
514 738 5663 - 514 735-5331

PLATEAU

St-Joseph/Marquette - 4 1/2
1050\$ chauffé, eau ch., lav-séch.
Brebeuf/Marie Anne - 4 1/2
1 200\$ chauffé, eau ch., 5 électros.
Libres et rénovés. 514 598-5872
www.locationduplateau.com

PLATEAU - 4 1/2 (pcs doubles)
+ 1 3 saisons. Beaucoup de cachet
Christophe-Colomb près Gillford.
S. de b. neuve, tout équipé (cuisinière, frigo, lave-vaiss., buanderie),
Libre. Photos et détails:
moskalka@hotmail.com

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tl équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons.
2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée.
Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
mariehalarie@gmail.com

303 ANTIQUITÉS

ANTIQUES/PUCES/LIBRES.COM
Et oui, on ferme après 44 ans
Cause: fin de bail
3916 St-Denis, Montréal
514 842-5931
De 30 à 50% de remise

307 LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
1317, av. du Mont-Royal Est

À VENDRE EN LOT
2400 Vinytes musique classique.
RCA, Deutsche Grammophon, EMI,
Angel, 52 coffrets. Condition A1.
VENTE RAPIDE: 514-708-9101

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

530 COURS

MUSIQUE!
Prof. de piano - 20 d'ans d'exp.
accepte étudiants enfants/adultes
514 484-2636

599 MESSAGES

LES BIBLIOTHÈQUES DE DIEU

Pour une 21ème année, durant le temps du Carême les 17 et 24 Février ainsi que les 3, 10, 17, 24 31 Mars, de 12H15 à 12H55, l'homme de théâtre Michel Forgues fera lecture du « LIVRE DES PSAUMES » en l'église du Gesù.

Offrez-vous cet espace-temps de méditations et de prières par ces paroles venues du fond des âges, des coeurs et des âmes.

Entrée est libre / contribution volontaire
Information détaillée:
Bernard Vadnais 514 861 4378 poste 230

695 AUTOMOBILES

Cédons contrat d'achat d'une Toyota Yaris 2012 noire, 5 vitesses, 10 700 kms. 300 \$ par mois sans intérêts. Auto comme neuve: air climatisé, radio-cd, vitres et portes électriques, Bluetooth, burnée Sherlock, régulateur de vitesses et 8 pneus comme neufs. Toujours garantie. Renseignements: 1-450-379-5809

695 AUTOMOBILES

PORSCHE CAYENNE S 2009
Noire, 125 000 km. Certifiée garantie Porsche jusqu'en déc. 2015.
27 900\$ 514 991-4168

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

Gratuit!
Demandez votre copie plastifiée
au 514 525-1149 ou à
necrologie@lememorial.com
Le mémorial

NOUVELLES RUBRIQUES

Soulignez les heureux événements de la vie

Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

599 MESSAGES

LES BIBLIOTHÈQUES DE DIEU

Pour une 21ème année, durant le temps du Carême les 17 et 24 Février ainsi que les 3, 10, 17, 24 31 Mars, de 12H15 à 12H55, l'homme de théâtre Michel Forgues fera lecture du « LIVRE DES PSAUMES » en l'église du Gesù.

Offrez-vous cet espace-temps de méditations et de prières par ces paroles venues du fond des âges, des coeurs et des âmes.

Entrée est libre / contribution volontaire
Information détaillée:
Bernard Vadnais 514 861 4378 poste 230

695 AUTOMOBILES

Cédons contrat d'achat d'une Toyota Yaris 2012 noire, 5 vitesses, 10 700 kms. 300 \$ par mois sans intérêts. Auto comme neuve: air climatisé, radio-cd, vitres et portes électriques, Bluetooth, burnée Sherlock, régulateur de vitesses et 8 pneus comme neufs. Toujours garantie. Renseignements: 1-450-379-5809

695 AUTOMOBILES

PORSCHE CAYENNE S 2009
Noire, 125 000 km. Certifiée garantie Porsche jusqu'en déc. 2015.
27 900\$ 514 991-4168

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

Gratuit!
Demandez votre copie plastifiée
au 514 525-1149 ou à
necrologie@lememorial.com
Le mémorial

NOUVELLES RUBRIQUES

Soulignez les heureux événements de la vie

Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

Laurent Lamy 1929-2015

À Montréal, le 4 mars est décédé chez lui, Monsieur Laurent Lamy (feu Suzanne Lamy).

Il laisse dans le deuil sa fille unique Patricia (Michel Clément) et sa conjointe Pierrette Saint Hilaire, sa petite-fille Ariane Perrault, ses quatre petits-neveux, Nicolas et Guillaume Rivard-Lamy, Ugo et Alexis Lamy-Labrecque ainsi que Christiane Perrault (Marcel Cormier), Daniel Perrault (Sylvie Jean), Sylvain Perrault, Maxime Petit et Anthony Petit, ses sœurs Gaby Dupire et Madeleine Deschamps, ses frères Roger et Jacques, en plus de nombreux neveux, nièces, parents, amis d'ici et de la France.

Son originalité, sa cordialité et son humour nous manqueront.

La famille accueillera parents et amis au salon:

M Alfred Dallaire | MEMORIA

4231, boulevard Saint-Laurent
514 277 7778 | memoria.ca

Service Valets

samedi, le 14 mars entre 11h00 et 15h00, un hommage lui sera rendu à 13h00.

Au lieu de fleurs, votre témoignage peut se traduire par un don à la Fondation de l'hôpital Maisonneuve Rosemont ou à l'Institut de cardiologie.

LES SPORTS

C'EST DU SPORT !

Matches non compris



JEAN DION

Pour le partisan de Canadien — vous pouvez être mais pas moi, j'attends tranquillement, avec la foi qui déplace les montagnes et accouche d'une souris, le retour des Nordiques dans la gloire —, il y a un avantage certain à ce que la côte du Pacifique existe: s'il se couche pas trop tard, il ne voit pas Canadien perdre et peut vivre d'espoir jusqu'au lendemain. On a vu ça cette semaine, n'est-ce pas, San Jose, puis Anaheim, puis Los Angeles, le profil hideux du doute s'installe, se serait-il bercé d'illusions?

Pourtant, il y a quelques jours à peine, on a détéré une statistique puissante. Canadien venait de remporter sa 40^e victoire de la saison, et il l'avait fait avant même de déplorer sa 20^e défaite en temps réglementaire. Or quand avait-il accompli pareil exploit la dernière fois? En 1992-1993, parfaitement madame, et si vous n'êtes pas trop oublieuse, vous savez que, cette année-là, Canadien avait mis la main sur rien de moins que la Stanley, objet de moult convoitises. Coïncidence? Heureux celui qui connaît le sens caché des choses.

Une côte du Pacifique en forme de faux plat montant, donc, moins aisée à graver qu'il n'y paraît, et qui permet de vous transmettre une tranche de vie si vous avez 30 secondes. Quand j'étais petit, c'est-à-dire avant d'être gros, je fréquentais régulièrement les classements sportifs dans le journal local et, évidemment, les résultats des joutes dans l'Ouest n'étaient pas inclus en raison de l'heure tardive où ils survenaient. Il était donc écrit, par exemple: «Matches à Vancouver et Oakland non compris». Ayant encore à apprendre — j'étais vraiment très pe-

tit — que le mot «comprendre» avait plusieurs sens, je croyais bêtement qu'il y avait un gars à Vancouver ou à Oakland qui avait téléphoné au journal pour donner le score final, mais que la ligne étant mauvaise, le gars au journal n'avait pas compris ce que l'autre lui disait et avait donc dû se passer du résultat. Je songeais que, quand même, ils auraient pu se forcer un peu et installer une autre ligne pour éviter tous ces matches non compris.

C'est dingue, non? Toujours est-il que les équipes de la côte du Pacifique me fascinaient parce qu'auroolées de mystère. On les voyait tellement rarement, ces Kings, ces Seals, ces Canucks. Et pourquoi jouaient-ils si tard? Et Vancouver, pourtant largement occidentale, avait été placée dans la division Est à son arrivée dans la Ligue nationale, alors que Philadelphie, entre autres, se trouvait dans l'Ouest. Essayait-on de nous en passer une petite vite géographiquement?

Et puis et puis, que faisaient au juste les Royals de Cornwall dans la Ligue junior majeure du Québec alors qu'il y avait une ligue de l'Ontario précisément pour les servir?

Et de grâce, ne me partez pas sur les Cubs de Chicago qui étaient dans l'Est de la Nationale alors que les White Sox faisaient partie de l'Ouest de l'Américaine, les Cowboys de Dallas qui étaient dans l'Est de la NFC pendant que les Falcons d'Atlanta se trouvaient dans l'Ouest, et surtout pas sur les Braves d'Atlanta qui sont passés de l'Ouest à l'Est sans que la ville ait bougé d'un millimètre.

La prochaine fois, nous verrons que ce n'est guère mieux de nos jours et qu'en matière de duperie cartographique, la ligue de hockey East Coast est la championne toutes catégories, elle qui compte des clubs au Colorado, en Utah, en Idaho, et jusqu'en Alaska, ciboullette.

SOCCER

Gonflé à bloc, l'Impact lance sa saison en MLS

BILL BEACON

L'ambiance était chargée de l'électricité mardi dans le vestiaire de l'Impact de Montréal après sa spectaculaire victoire en quarts de finale de la Ligue des Champions de la CONCACAF, mais voici qu'un nouveau défi pointe immédiatement à l'horizon: le début d'une autre saison régulière en Major League Soccer.

Le onze montréalais s'est dirigé vers Washington pour entamer sa saison contre le D.C. United samedi après-midi et il espère du même coup lancer le message aux autres équipes qu'il ne sera plus la risée du circuit. L'Impact a terminé au dernier rang de la MLS avec une fiche de 6-18-10 l'an dernier, et il n'a pas savouré la moindre victoire hors du stade Saputo.

La troupe de Frank Klopas est euphorique depuis le but décisif de l'attaquant recrue Cameron Porter dans les derniers moments du match retour mardi, but qui a provoqué un verdict nul de 1-1 et éliminé

le club mexicain de Pachuca.

«Nous devons retrouver notre sang-froid mais conserver le même degré d'intensité, d'énergie et d'émotion pour ce match [à Washington], a commenté l'entraîneur-chef de l'Impact cette semaine. Nous devons être plus constants dans nos performances, ce qui n'était pas le cas l'an dernier. Il est important de connaître un bon départ.»

Pas d'avantage

Le fait que les Montréalais aient joué deux matchs compétitifs avant le début de la saison régulière de la MLS serait normalement un avantage, mais pas contre le D.C. United, qui a également participé aux quarts de finale de la Ligue des Champions. La formation américaine s'est inclinée 6-4 au total des buts en dépit du fait qu'elle a gagné le match retour 2-1 à domicile mercredi soir contre le club costaricain Alajuelense.

En demi-finales, l'Impact accueillera justement Alajuelense au Stade olympique lors du match aller le 18 mars.

Le D.C. United devra se passer des services de l'attaquant étoile Fabian Espindola, qui est récemment devenu le deuxième joueur désigné de l'organisation. Espindola a écopé d'une suspension de six matchs pour avoir frappé un arbitre après une défaite en demi-finales de l'association Est de la MLS.

Klopas ne dévoile pas les changements à sa formation avant l'heure limite, mais il a assuré qu'il y en aurait. Parmi ceux qui sont envisagés, on note l'insertion du vétéran Hassoun Camara sur le flanc droit en remplacement du nouveau venu Victor Cabrera, qui a disputé les deux matchs en Ligue des Champions.

«Honnêtement, rien n'est impossible («The sky's the limit») avec ce groupe de joueurs s'ils demeurent unis, a déclaré le gardien Evan Bush. La saison est longue, mais notre groupe est tissé serré. Je crois que nous sommes loin d'avoir atteint notre plein potentiel.»

La Presse canadienne

Les Canadiennes gagnent à Chypre

L'attaquante étoile Christine Sinclair a touché la cible et l'équipe canadienne de soccer féminin a défilé la Corée du Sud 1-0 à la Coupe de Chypre vendredi.

Sinclair a inscrit deux buts jusqu'ici dans ce tournoi regroupant 12 équipes, et le Canada présente une fiche de 2-0 après sa victoire de 2-0 contre l'Ecosse en lever de rideau mercredi.

Les Canadiennes complèteront la phase préliminaire dans le groupe A en affrontant l'Italie lundi.

Le Canada, qui a gagné la Coupe de Chypre à trois reprises, tente de décrocher son premier titre depuis 2011. Les représentantes de l'unifolié avaient terminé 2^{es} dans le groupe A l'an dernier avant d'être reléguées au match de la 5^e place où elles avaient disputé de l'Irlande 2-1.

OLYMPISME

Bach: le CIO doit demeurer « politiquement neutre »



SILVIA IZQUIERDO ASSOCIATED PRESS

Le président du CIO, Thomas Bach

Copenhague — Le président du Comité international olympique, Thomas Bach, affirme que son organisme ne cautionne pas nécessairement les politiques ou les systèmes juridiques des pays que l'organisme choisit pour accueillir les Jeux.

Dans un exposé livré dans le cadre d'un congrès sur les sports au Danemark, Bach a réitéré sa position selon laquelle le CIO doit rester «politiquement neutre» mais aussi envisager les conséquences politiques du choix des villes hôtes.

Il a affirmé que «le choix d'une ville ne signifie pas que le

CIO est nécessairement d'accord avec la politique et/ou le système juridique du pays hôte».

Ces dernières années, le CIO a été critiqué par des groupes de défense des droits de la personne pour avoir accordé les Jeux olympiques à la Chine et à la Russie. Plus tard cette année, le CIO devra trancher entre Pékin et Almaty, au Kazakhstan, pour organiser les jeux d'hiver de 2022.

Bach a également déclaré que le choix d'une ville «ne signifie pas également que nous sommes d'accord avec la peine de mort ou la discrimination».

Associated Press



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

CHARME & PRESTIGE

REPENTIGNY



189 900 \$

Valmont sur Parc, impeccable, condo 2 chambres, 1^{er} étage, 1004 p.c., foyer au salon, jolies rénovations, grande terrasse, 2 stationnements, cabanon extérieur. Près de tous les services.

MARIE-CLAIRE PROVOST | 450-585-0999
Courtier immobilier | Groupe Sutton Synergie Inc.



QUÉBEC - HAUTE VILLE
Vaste condo, 2 200 p.c., const. 2009, plaf. 9 pi., 4 cc., 2 sdb, 1s.eau, foyer 2 faces, salle familiale, terrasse 300 p.c., 2 stat.int., piscine ext. chauffée, électros haute gamme incl., beaucoup rangement, près écoles et université.

418-955-6805
DUPROPRIO.COM/490052



SILLERY, QUÉBEC

Idéalement situé dans un des plus beaux quartiers de Québec. Construction 2012. Jumelé contemporain. Finition haut de gamme. Entièrement aménagé, 3 cc + 2 sdb, solarium, foyer, garage. À pied Université Laval et Av. Maguire. 558 500\$

418-580-6430
Duproprio.com # 518971

OBTENEZ L'INSCRIPTION DE VOS VISITES LIBRE DANS NOTRE RUBRIQUE DU VENDREDI. COMMUNIQUEZ AU 514 982-3322



QUARTIER ROSEMONT/PETITE-PATRIE



4950 Boul L'Assomption #110

DISPONIBLE MAINTENANT. Très beau RDC d'environ 1000 p.c. ensoleillé! Accès direct à une très grande terrasse extérieure privée d'environ 600 p.c. Il y a 2 chambres + bouclier pouvant servir de bureau ou de chambre d'amis. Piscines intérieure et extérieure, salle de gym, Parc Maison-neuve, Jardin Botanique, Stade Olympique, terrain de golf & garage, transports. Un petit paradis. Parc Nature. 428 400 \$ - MLS 27094648

ESTHER LEBLANC
Courtier immobilier agréé

LAVAL - DUVERNAY



4950 boul. Lévesque Est #106

DISPONIBLE MAINTENANT - BEAU CONDO de coin très clair. RDC fenestré sur 3 faces. Aire ouverte, pas de perte d'espace, bien pensé. Possibilité de faire un coin bureau dans l'entrée. Belle terrasse invitante & privée. Air climatisé, aspirateur central, stationnement, gicleur pour la pelouse. Espace de rangement sous l'escalier dans l'entrée. Copropriété bien administrée. 148 900 \$ - MLS 11856726

514-220-2454
www.estherleblanc.com

37^e édition
concoursdomus.ca
GAGNANT

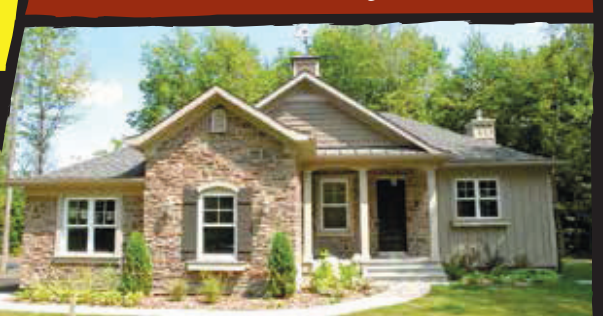
PROJET ET/OU DÉVELOPPEMENT
RÉSIDENTIEL DE L'ANNÉE, UNIFAMILIAL



WHITLOCK WEST
Hudson, Québec

(450) 458-5688 • www.whitlockwest.com

Maintenant ou jamais !





CHARME & PRESTIGE

À 2 PAS DU MÉTRO



**RDC SUR 2 ÉTAGES
OUTREMONT**

833 DOLLARD – 569 000 \$
LA RARETÉ MÊME! Rez-de-chaussée sur 2 étages situés sur rue tranquille, près du MÉTRO ET DE TOUT. 4 chambres, 2 s/bains, s/familiale, foyer au bois, planchers bois franc. 2 balcons, possibilité grande terrasse au-dessus stationnement. Garage intérieur, stationnement extérieur.

MLS # 242 462 84

RAVISSANT JARDIN



**NOUVEAU PRIX
OUTREMONT**

70 ELMWOOD – 1 599 000 \$
Cottage magnifiquement rénové. Emplacement privilégié face au parc Outremont et près de Bernard. 9 pièces dont 4+1 chambres, 3 s/bains. S/familiale. Toiture 2014. Jardin paysager.

MLS # 196 291 24

VUE DU MONT-ROYAL



**LIBRE-OCCUPATION RAPIDE
OUTREMONT**

**1001 boul. Mont-Royal # 403
489 000 \$**
Condo sur le côté de l'immeuble avec vue sur la montagne, à l'écart du bruit. Occupation rapide. 1203 p.c., 5 pièces dont 2 chambres, 2 s/bains, grand balcon. CLIMATISÉ, ASCENSEUR, GARAGE INT.

MLS # 259 991 00

**VISITE LIBRE
DIM. 8 MARS. – 14 À 16H**



**CLARTÉ MAXIMUM
OUTREMONT adj.**

4671 Hutchison – 488 000 \$
À QUELQUES PAS DE TOUT : les transports, magasins, services, le Mont-Royal, etc. Le tout sur rue paisible, bordée d'arbres. 3e étage, pleine lumière, 3 ch., 2 s/bains, nouvelles terrasses (2014), mur à la brique, stat. extérieur. Beauté classique, rénové, très bon état.

MLS # 240 825 11



CHARLOTTE MICHAUD
cmichaud@sutton.com
514-894-0866

**Aussi dans
LE DEVOIR/TABLETTE**
charlottemichaud.com

groupe sutton-immobilia inc.
agence immobilière 514.272.1010

LE LINTON
1509 SHERBROOKE O. # 67
**VISITE LIBRE
8 MARS 14h-16h**



www.mgconsultantgroup.com

Élegant et spacieux 2+1 chambres
Env. 2000 pi² - 6e étage
775,000 \$ VENTE PRIVÉE
514-937-6181

VILLE DE LAC BROME



Une découverte, un paradis de 10 acres, joli étang, un long chemin d'entrée qui vous amène sous les arbres à une maison de design tout à fait charmant, atelier isolé et cabane à sucre artisanale. 649 000 \$

LOIS HARDACKER 450 242-2000
www.loishardacker.ca
Ctr. Imm. Agréé, Royal LePage Action, Agence Immobilière

ESTRIE



Grande maison victorienne exceptionnelle circa 1895, entièrement restaurée, géothermie, climatisation centrale, superbe cuisine de style, cave à vin, belle terrasse, grand terrain avec arbres fruitiers.

Photos et détails : Duproprio.com/495558
Veuillez laisser votre nom et numéro de téléphone : lindaarbour@videotron.ca

CENTRE-DU-QUÉBEC



Domaine privé - 80 acres - aux abords de la Rivière
Domaine exceptionnel avec propriété privée et auberge situé sur 80 acres de terrain, en grande partie boisé, avec sentiers et niché aux abords de la Rivière St-François au cœur d'une nature luxuriante. Véritable clé en main, cet endroit est idéal pour tous projets d'affaires. Situé à 15 minutes de Drummondville et 1 heure de Montréal. 800 000 \$ - MLS : 16230368

ESTHER MERCIER (819) 357-5839
Courtier immobilier agréé, Sotheby's International Realty Quebec
www.esthermercier.com

Patrice Dansereau
514 999-9495
viacapitale
DU MONT-ROYAL

VISITE SUR RENDEZ-VOUS



VIEUX LAPRAIRIE
234, rue St-Jacques
Magnifique maison ancestrale (1846)
4 chambres à coucher,
3 salles de bains sur
3 planchers + sous-sol,
magnifique jardin +
remise. Un charme fou
soigneusement
préservé!

585 000 \$ - CENTRIS 14281808

LE PLUS BEL EMPLACEMENT DE MONTRÉAL!!!



Face au parc Lafontaine, près métros et services

LES DAUPHINS SUR-LE-PARC

Parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas... Choix de condos : Studio, 3 1/2, 4 1/2, 5 1/2, 9 1/2, Penthouse. À vendre ou possibilité de location.

LUCIE RICARD 514 386-9804
Courtier agréé - Re/Max Alliance, agence immobilière
*** Résidente et spécialiste des Dauphins ***



ESTRIE - BORD DE L'EAU

50 min de Mtl. Terrain 200 X 300 p. Maison 42 X 37 p. 3 grandes chambres, 2 s. de b. + 2 s. d'eau. Fenestration abondante, foyer au bois + combustion lente. Garage indépendant 24 X 32 p. chauffé avec atelier et salle d'eau. Près autoroute, golf et ski.

799 000\$ /// 450 297-4055

AUTEUIL




MARTIN TOUCHETTE
Courtier immobilier agréé
RE/MAX 2000 M.T.
B : 450.682.0101
C : 514.813.0292

CONDO SUR 2 ÉTAGES DE 1395 PC.
Plafond cathédrale au salon avec foyer au gaz. Très lumineux avec ses nombreuses fenêtres et sa vue panoramique! 2 garages intérieurs. 3 chambres. Grande mezzanine de 29 X 11. SDB avec grande douche en céramique et 2 lavabos. A/C central. Train de banlieue à quelques pas. Près de tous les services. 284 900 \$

WWW.MARTINTOUCHELETTE.CA



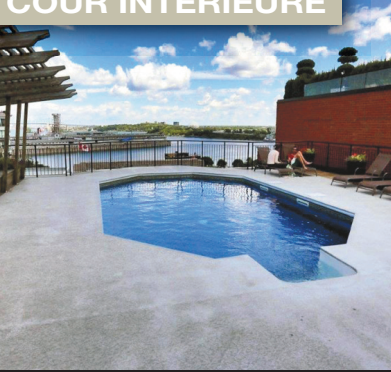
514.934.7440
www.equipeburdman.com
info@equipeburdman.com

BRIGITTE I. BURDMAN
Courtier Immobilier

ROYAL LEPAGE
HERITAGE


1% DES COURTIERS IMMOBILIERS AU CANADA
POUR ROYAL LEPAGE

COUR INTÉRIEURE



VIEUX-MONTRÉAL
20 des Sœurs Grises, #204
MLS 20544505 398 000 \$

PISTE CYCLABLE



VIEUX-MONTRÉAL
80 rue Prince, #306
MLS 10339085 419 000 \$

PRÈS DU CHUM



VIEUX-MONTRÉAL
777 rue Gosford, #309
MLS 19940288 449 000 \$



Vous êtes à la bonne adresse

SICOTTE & CO

MARIE SICOTTE, Courtier immobilier
514 953-9808 | marie@mariesicotte.com
mariesicotte.com



WESTMOUNT ADJ
3066 Trafalgar - 2 975 000 \$
Spectaculaire maison de style Californien, 5 CC, double garage, piscine et terrasses avec vue imprenable. À quelques pas de Mont-Royal!

MLS # 10545075

NOUVEAUTÉ



WESTMOUNT
48 Holton - 2 295 000 \$
Magnifique maison de ville parfaite pour séduire la famille. Cette demeure de style Anglais, est située à quelques pas de la rue Green et à distance marchable de tous !!

MLS # 19422527



WESTMOUNT
12 Windsor - 1 425 000 \$
Magnifique maison de ville de 3+2 CC, jardin exceptionnel, Sauna, jacuzzi... À quelques pas de Victoria Village...!!

MLS # 19376400